

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
RAPPORTS JURIDIQUES

QUI EXISTENT
ENTRE LES JOURNAUX
ET LEURS RÉDACTEURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 13 février 1908, à une heure,

PAR

JACQUES LÉMAÎTRE

Président, M. PLANIOL, professeur.

Suffragants { *M. AMBROISE COLIN, professeur.*
M. BARTIN, chargé de cours.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1908

THESE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
RAPPORTS JURIDIQUES

QUI EXISTENT

**ENTRE LES JOURNAUX
ET LEURS RÉDACTEURS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 13 février 1908, à une heure,

PAR

JACQUES LEMAÎTRE

Président, M. PLANIOL, professeur.

Suffragants { *M. AMBROISE COLIN, professeur.*
M. BARTIN, chargé de cours.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1908



BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY ET RAU. — *Cours de droit civil français.*
BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE. — *Des obligations.*
BAUDRY-LACANTINERIE ET SAIGNAT. — *De la vente.*
BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL. — *Du louage.*
BOISTEL. — *Cours de philosophie du droit.*
CHARREYRON. — *De la propriété artistique et littéraire.* Thèse, Paris, 1904.
CORNIL. — *Du louage de services ou contrat de travail.*
DALLOZ. — *Jurisprudence générale.*
DEMOLOMBE. — *Cours de Code civil.*
EISENMANN. — *Le contrat d'édition.*
EYRAUD. — *Vente et Louage.* Thèse, Paris, 1904.
FERRAND JOCELYN. — *De la résiliation du louage de services à durée indéterminée.* Thèse, Paris, 1897.
GARRAUD. *Précis de droit criminel.*
GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de procédure.*
Gazette des tribunaux.
GENY. — *Méthode d'interprétation des sources de droit privé positif.*
GIRARD. — *Traité de droit romain.*
GUILLOUARD. — *Traité de la vente et du louage.*
HUC. — *Commentaire du Code civil.*
Journal le Droit.
Journal du Palais.
LAURENT. — *Principes du droit civil.*
LYON-CAEN ET RENAULT. — *Traité de droit commercial.*
PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil.*

POTHIER. — *Traité des obligations.*

POUILLET. — *Traité théorique et pratique de la propriété littéraire et artistique.*

RENOUARD. — *Traité des droits d'auteur.*

Revue générale du Droit.

RUDELLE. — *Des rapports juridiques entre les auteurs et les éditeurs.* Thèse, Paris, 1897.

SALEILLES. — *Etude sur la théorie de l'obligation en droit allemand* (1895).

SIREY. — *Jurisprudence générale.*

SOURDAT. — *Traité général de la responsabilité.*

THALLER. — *Traité de droit commercial.*

TOULLIER. — *Le droit civil français.*

TROPLONG. — *Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code.*

VALLEROUX (Hubert). — *Le contrat de travail.*

WORMS (Fernand). — *Etude sur la propriété littéraire.*

INTRODUCTION

Nous allons voir les rapports juridiques qui existent entre les journaux et leurs rédacteurs.

Il existe des travaux, traitant des rapports entre employeurs et employés, sur la plupart des professions, mais cette matière n'a pas encore été étudiée. C'est même cette absence de documents, la nouveauté de ce sujet, qui en font la difficulté, et qui pourront peut-être faire pardonner les imperfections de notre travail.

Nous n'avons pas à rappeler ici, même sommairement, l'histoire de la presse, depuis la création de la gazette par Théophraste Renaudot, jusqu'au journal de nos jours, cela nous entraînerait trop loin de notre sujet.

Nous dirons seulement quelques mots sur l'état actuel de la presse et sur l'organisation intérieure d'un journal.

Le caractère d'un journal moderne c'est d'être devenu une affaire commerciale. Par sa publicité, il est devenu l'intermédiaire entre le financier, l'indus-

triel, le marchand et le public. C'est grâce à ses nombreuses réclames, à ses annonces, qu'il arrive à gagner de l'argent, car un journal exclusivement littéraire ou politique ne pourrait couvrir ses frais, tous les jours plus considérables, seulement avec sa vente au numéro.

Etat actuel de la presse.

Il se publie à Paris une cinquantaine de grands quotidiens. Pour les classer il faut considérer exclusivement le trait essentiel de leur physionomie, celui qui indique en quelque sorte leur personnalité.

Les journaux politiques sont les plus nombreux. On peut les subdiviser en journaux de discussion et de parti et en journaux personnels.

Exemples de journaux de la première catégorie : *Le Temps*, le *Figaro*, les *Débats*, le *Gaulois*, le *Radical*, la *Lanterne*, la *Petite République*.

Exemples de journaux de la deuxième catégorie : *L'Intransigeant*, *l'Autorité*, la *Libre Parole*.

Les journaux littéraires sont ceux qui, chaque jour, insèrent des chroniques et des contes d'auteurs connus et aimés du public. Exemples : Le *Gil Blas*, *l'Echo de Paris*, le *Journal*.

Les journaux d'informations et d'opinion sont peu nombreux. C'est le *Matin* qui créa, en 1884, le genre américain, suivi, en 1888, par *l'Eclair*.

Ils ont ceci de particulier, que leur premier article est généralement demandé à des écrivains d'opinions différentes. A l'origine, ces journaux ne devaient pas avoir d'opinion propre ; ils étaient des tribunes, mais l'expérience les amena bientôt à formuler leur politique dans un court article de première page, l'éditorial.

Les journaux populaires, comme le *Petit Journal* et le *Petit Parisien*, s'adressent à la masse par de nombreux articles de vulgarisation, des récits de faits divers et des romans.

Les journaux spéciaux sont en très grand nombre, financiers, sportifs, industriels, commerciaux, médicaux, juridiques, etc.

Exposons maintenant d'une façon rapide quelle est l'organisation intérieure d'un journal. Nous verrons ensuite s'il y a lieu d'appliquer des traitements différents aux différentes catégories de journalistes que nous allons distinguer.

Organisation intérieure d'un journal.

Un journal comprend trois services essentiels : la direction, la rédaction, l'administration.

Le directeur surveille et dirige tout. Il est secondé par ses chefs de services, dont les plus utiles sont le secrétaire de la rédaction et l'administrateur.

Le secrétaire de la rédaction a un rôle prépondérant, il lit toute la copie, modifie de sa propre autorité, ou fait modifier le sens ou la longueur des articles, les met au point ou veille à ce qu'ils y soient. Il surveille ses collaborateurs, les inspire, leur transmet les instructions du directeur, dirige le reportage s'il n'a pas à ses côtés un chef d'informations ; c'est à ce dernier alors que les reporters attitrés du journal et les teneurs de rubriques remettent leurs articles.

Les reporters sont payés au mois, ou à la ligne, ou moitié à l'article et moitié au mois.

A côté des reporters attitrés d'un journal, il y a les *passants*, c'est-à-dire des journalistes qui apportent aux journaux des échos, des informations, des interviews que leur initiative, leurs relations personnelles, le hasard même leur permettent d'avoir. Si les journaux utilisent ces articles ils les rémunèrent généralement à la ligne.

On a certainement remarqué que les journaux avaient coutume de grouper les principaux faits qui se produisent régulièrement sous des titres qu'on lit tous les jours à peu près à la même place. Ce sont les échos, le parlement, l'étranger, les faits divers, les tribunaux, la critique théâtrale, etc. Chacune de ces parties d'un journal s'appelle « rubrique », et ces rubriques sont tenues par des rédacteurs dont l'ensemble avec les reporters, le chef des informations et

le secrétaire de rédaction constitue à proprement parler la rédaction du journal.

Le chef des échos compose sa rubrique avec des nouvelles, des bruits qu'il recueille lui-même un peu partout, ou que des passants lui apportent. Sa fonction consiste à faire un tri, dans cet amas de choses diverses.

Les faits divers sont confiés à deux ou trois reporters, qui se renseignent à la Préfecture de police ou à la Sûreté, mais souvent la police conserve pour elle ses renseignements, alors les *faits diversiers* se mettent en chasse et s'instruisent des différents événements grâce à leur propre ingéniosité.

Les critiques dramatique, musicale, littéraire, etc., sont confiées dans les principaux journaux à des personnalités dont la compétence coûte plus ou moins cher, suivant leur renommée et la richesse du journal.

La rubrique étranger mérite une mention spéciale. La plupart des journaux se contentent de reproduire les dépêches de l'agence Havas, mais certains font des études spéciales ou envoient des rédacteurs sur place, qui leur font parvenir des « lettres ».

Il nous reste à parler des articles de tête. S'agit-il d'un journal essentiellement politique, d'un journal de discussion comme le *Temps*, par exemple ?

Trois ou quatre rédacteurs appointés au mois choi-

sissent eux-mêmes le sujet de leur article et le proposent au directeur. S'agit-il d'un journal d'opinions comme le *Matin* ou l'*Eclair* ? Ces journaux ont une équipe de leaders payés à l'article.

Voici quelle est l'organisation intérieure d'un journal.

Nous allons étudier tout d'abord les contrats de collaboration qui unissent les journalistes aux journaux.

Ensuite, nous verrons différentes questions particulières; ce qu'il faut penser de la mention « *Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus* », des dommages-intérêts dus pour la perte d'un manuscrit, de la responsabilité civile des journaux, etc. Nous ne nous occuperons pas des matières qui relèvent du droit pénal, nous ne considérerons notre sujet qu'au point de vue civil.

CHAPITRE PREMIER

Quelle est la nature du contrat de collaboration qui unit le journal au journaliste ?

Cette collaboration se présentera avec des caractères très différents suivant les circonstances.

Il est évident que nous ne pouvons trouver un contrat type dont les règles pourront régir les relations des « passants », du chef des échos, des reporters, des envoyés en mission, etc., avec le journal.

Cependant, nous pouvons dès à présent faire deux catégories parmi ces rédacteurs de journaux, d'après la nature des prestations qu'ils doivent.

L'objet de l'obligation du journaliste peut se présenter :

Soit sous la forme d'une obligation de donner au sens juridique du mot, c'est-à-dire transférer la propriété d'un article de journal ;

Soit sous la forme d'une obligation de faire, fournir un travail.

Quand nous aurons déterminé la nature de la prestation due par le journaliste, notre tâche sera simplifiée ; nous n'aurons qu'à appliquer les règles qui régissent le contrat de vente ou le louage de travail ; nous considérerons les journalistes de la première catégorie comme des vendeurs, et ceux de la seconde comme des locateurs de services.

Il est certain que d'autres contrats encore peuvent expliquer cette collaboration du journaliste au journal, le louage de choses, le contrat d'édition, la société ; nous en parlerons lorsque l'occasion s'en présentera.

Notre avis n'est pas qu'il faille inventer sans cesse de nouveaux contrats pour répondre à des besoins nouveaux qui surgissent dans la vie moderne. Avant de dire que nous sommes en présence d'un contrat qui n'a pas été prévu par les auteurs du Code, il faut voir si vraiment il est impossible de le faire rentrer dans les cadres des contrats classiques qui nous ont été transmis à travers les âges.

Si la recherche de l'intention des parties est la première tâche du juge pour le guider dans l'étude de la convention, dans la qualification à lui donner, dans la reconnaissance des effets qu'elle est susceptible de produire, si, en un mot, chaque contrat apparaît avec un caractère concret, ceci n'est vrai que comme règle d'interprétation ; la volonté humaine peut individuali-

ser une convention, elle ne peut bouleverser tout d'un coup les règles du droit.

Nous nous efforcerons donc de trouver dans le Code civil les principes qui régiront les relations juridiques des journaux avec leurs rédacteurs.

CHAPITRE II

Du journaliste considéré comme un vendeur.

Nous examinerons en premier lieu l'obligation du journaliste considérée comme une obligation de donner.

Le journaliste sera un vendeur qui transférera la propriété de son article au journal qui lui en payera le prix. Mais des difficultés se présentent ; le journal, devenu propriétaire de l'article, pourra-t-il en faire l'usage qu'il lui plaira ? Pourra-t-il ne pas l'imprimer, le faire paraître en le modifiant soit par des coupures, soit par des intercalations, supprimer la signature, etc. ? L'auteur de l'article a-t-il aliéné pour toujours la propriété de son article et ne peut-il pas le reprendre pour le faire figurer plus tard dans un livre qui sera sa propriété exclusive ?

Si nous ne reconnaissons pas un droit absolu au journal sur cet article qu'il a payé, ce n'est plus une vente que fait alors le journaliste, c'est un louage de choses.

Il loue au journal son article, car MM. BAUDRY et WALH, dans leur *Traité du louage*, disent : la principale différence qui existe entre la vente et le louage, c'est que la vente engendre une obligation de donner et le louage une obligation de faire ; en d'autres termes, tandis que le vendeur s'oblige à rendre l'acheteur propriétaire, le bailleur s'oblige seulement à faire jouir le preneur de sa chose.

D'où ils tirent les conséquences suivantes :

L'acheteur prend la chose dans l'état où elle existe ; le bailleur, obligé à fournir la jouissance de la chose au preneur, doit la livrer en bon état.

Dans la vente, l'acheteur peut user de la chose comme il lui plaît ; il en est autrement dans le louage, où le preneur ne doit faire de la chose que l'usage convenu.

Le bailleur est tenu de garantir les vices qui se produisent durant tout le temps de la convention, tandis que le vendeur garantit seulement les vices existant au moment de la vente.

Le bail de la chose d'autrui est valable.

Les risques sont pour l'acheteur, tandis que dans le louage ils sont pour le bailleur.

Cependant, nous allons voir tout de suite que nous pouvons assimiler le journaliste à un vendeur en étudiant quel est l'objet de son obligation.

L'objet d'une obligation c'est ce que doit le débi-

teur. C'est ici un article de journal, mais on ne peut considérer un article de journal comme n'importe quel produit fabriqué par l'industrie de l'homme. Il serait vraiment étrange d'assimiler le fruit de la pensée humaine à une marchandise ordinaire.

Il faut donc dire que le transfert d'un article de journal étant le transfert d'une œuvre intellectuelle, ne peut être soumis à toutes les règles qui régissent l'aliénation ou la location des choses corporelles. Il y aura des différences considérables que nous allons tout de suite énoncer pour éclairer la question et montrer que l'acquéreur d'une œuvre intellectuelle aura sur elle un droit, que nous appellerons droit de propriété, mais qui cependant présentera des caractères particuliers ne répondant pas absolument à la définition donnée par l'article 544 du Code civil. « La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements », ou à celle, meilleure encore, donnée par AUBRY et RAU : « Le droit en vertu duquel une chose se trouve soumise d'une façon absolue et exclusive à l'action et à la volonté d'une personne. »

La propriété littéraire.

Nous devons donc dire quelques mots sur la propriété littéraire, car si les jurisconsultes paraissent

être d'accord aujourd'hui, ce fut autrefois le sujet de nombreuses et d'ardentes polémiques.

On ne nie guère qu'un auteur ait un certain droit sur son œuvre, même après qu'il l'a publiée, mais on diffère beaucoup sur l'étendue et la nature de ce droit. On peut ramener à quatre les théories auxquelles il a donné lieu. D'abord KANT, qui ne reconnaît pas à l'auteur un droit de propriété véritable, il y a seulement pour le public obligation de ne pas lui enlever les profits pécuniaires de son œuvre.

Le deuxième système voit dans le droit de l'auteur ou de l'artiste la récompense de son travail. Cette récompense consiste, suivant les uns, en un privilège concédé par l'autorité publique, c'est le système de notre ancien droit ; suivant les autres, elle se réalisera par un monopole ou droit exclusif de tirer de l'œuvre des profits pécuniaires.

Une troisième doctrine, celle de FRANK, partant de l'idée d'une récompense due au travail, attribue à l'auteur une propriété complète et perpétuelle portant sur les idées et sur la forme.

M. BOISTEL (1) admet une quatrième opinion d'après laquelle la propriété littéraire et artistique est une propriété de la forme seulement, car, dit-il, les idées ne sont pas susceptibles d'appropriation individuelle

(1) BOISTEL, *Philosophie du droit*.

n'étant à la disposition de personne. Les idées sont hors de nous, elles nous dominent de toute la hauteur de l'infini qui est en elles ; au contraire, la forme et la disposition des idées peuvent être possédées, car si nous ne pouvons pas créer nos idées, nous pouvons les combiner et leur donner une forme; c'est dans cette mesure que nous sommes créateurs, et dans cette mesure c'est notre œuvre; nous en sommes maîtres.

Les controverses ne portaient évidemment pas sur l'objet matériel qui sert pour ainsi dire de support à la pensée de l'auteur (1). Le papier qu'il a noirci était avant son travail et demeure ensuite l'objet d'une indéniable propriété semblable à toute autre propriété, mais quand il a communiqué au public l'expression de sa pensée, comme l'a dit M. RICHÉ, le rapporteur de la loi de 1866, « il se produit un fait nouveau, extérieur, immense. Le lecteur a recueilli une idée ou une forme de style qui s'incorpore à ses idées, lui en inspire d'autres, pénètre dans les habitudes de son esprit ou de son langage. Il a en même temps reçu la faculté de transmettre ce qu'il a acquis, il peut le répéter par la parole ou le chanter, raffermir sa mé-

(1) L'écrivain, dit TROPLONG, ne vend pas le papier sur lequel ses idées ont été fixées, mais bien une production immatérielle de l'esprit qui s'adresse à l'intelligence de ceux que ces produits intéressent.

moire par des copies manuscrites, les communiquer à autrui. »

Nous voyons par ce rapide exposé que l'idée est considérée comme insusceptible de faire l'objet d'une propriété privée, tandis que la forme donnée à cette idée, le corps dont elle a été revêtue peut, au contraire, être appropriable (contra RENOARD, *Traité des droits d'auteur*, 1838).

Lorsqu'il s'agit d'un article de journal, c'est plutôt à propos de la forme de l'article que des idées qui s'y trouvent que peuvent naître des contestations. Le journaliste a mis une valeur en circulation ; cette valeur c'est la forme donnée à l'idée, c'est le vêtement, la parure dont l'auteur a couvert ou orné sa pensée pour la présenter au public. Tel est bien exactement l'objet sur lequel porte le droit de propriété littéraire.

Cet objet, il faut en convenir, est d'une nature toute particulière et n'a pas les caractères d'une chose matérielle et tangible comme le sont la plupart de celles dont nous avons coutume de nous dire propriétaires ; on a donné quelque chose au public que l'on ne peut reprendre, mais ces caractères particuliers de l'objet du droit écartent-ils la notion philosophique et juridique d'une propriété reposant sur cet objet ? Nous ne le croyons pas, et nous dirons avec M. Jules CHARREYRON (*La propriété littéraire et artistique*, thèse, 1904), que le droit de l'auteur est un droit sui

generis qui, par certains côtés, ressemble au droit de propriété, qui, par d'autres, s'en sépare complètement, mais que l'on ne peut considérer comme une simple concession de la loi.

Nous croyons, en adoptant cette opinion, réconcilier à la fois les partisans du droit de propriété et ceux du privilège concédé par la loi, sinon sur le terrain de principes, du moins sur celui des résultats pratiques.

Ainsi, M. Fernand WORMS (*Etude sur la propriété littéraire*, 1878), qui considère le droit de l'auteur sur son œuvre comme un monopole d'exploitation concédé par la loi, dit : « La propriété littéraire constitue si bien un droit d'une nature particulière, que la cession même sans réserve d'un manuscrit ne donne pas au cessionnaire le droit d'en disposer d'une manière absolue. Il ne peut y faire des changements, additions ou suppressions susceptibles d'en altérer la forme et la valeur (1). »

(1) Les arguments donnés par les partisans de la théorie que le monopole d'exploitation dont jouit l'auteur n'est qu'un privilège octroyé par la législation positive pour le rémunérer de son travail, sont au nombre de trois :

1° Le droit de propriété implique un objet matériel qui fait ici défaut ;

2° Le droit de l'auteur n'est pas susceptible d'appropriation ;

3° Ce droit est temporaire.

A cela ceux qui considèrent le droit de l'auteur comme une propriété disent : L'article 544 du code civil est général. Les lois de 1793 et 1866 parlent de propriété.

En résumé, quel que soit le parti que l'on veuille prendre sur la question de la propriété littéraire, qu'elle soit considérée comme une véritable propriété ou comme un privilège d'exploitation accordé par la loi, on peut dire :

1° Que l'idée tombe dans le domaine public ;

2° Que l'auteur peut prétendre seul aux bénéfices que l'exploitation commerciale de l'œuvre est susceptible de lui procurer ;

3° Que l'auteur a un droit essentiellement personnel sur son œuvre, dont l'exercice lui permet de sauvegarder l'expression de sa pensée contre toute altération.

« En effet, la réputation, le bon renom, l'honneur
« même de l'auteur sont le plus souvent inséparables
« de l'œuvre qu'il a produite. C'est grâce à ce droit
« moral que l'auteur pourra interdire toute modifica-
« tion de fonds ou de forme qui serait de nature à
« altérer l'œuvre, à en changer l'esprit, la significa-
« tion ou la portée. Et ce droit est tellement impres-
« criptible et indépendant du droit pécuniaire, qu'il
« faut décider que, même au cas de cession totale de
« l'œuvre, bien que par cette cession l'auteur se soit
« dépouillé de son monopole d'exploitation, il a néan-
« moins conservé intact son droit de surveillance et
« qu'il peut, en cas de lésion de ce droit et en se fon-
« dant sur l'article 1382 du Code civil, réclamer une

« réparation légitime comme au cas de contrefaçon
« matérielle de son œuvre. » (J. CHARREYRON, thèse
précitée.)

Cette digression à propos de la propriété littéraire nous a paru nécessaire pour déterminer les droits respectifs du journal et du journaliste, sur l'article de journal, et nous rendre compte de ce que le journaliste aliène (1).

Nous avons dit qu'il transmettait la propriété de son œuvre : c'est exact, mais en précisant davantage nous voyons que ce qu'il transmet, c'est le droit d'en tirer profit par la publication.

Nous nous étions tout d'abord demandé si, étant donnés les caractères très particuliers des relations du journal avec son rédacteur, il n'y avait pas plutôt louage de choses que transfert de propriété, mais les principes qui régissent la propriété littéraire que nous avons rapidement rappelés nous permettent de répondre non.

Le journaliste fera donc une vente, il transférera la propriété de son article au journal avec les restrictions suivantes :

Le journal ne pourra pas modifier son œuvre par des additions, des intercalations, des coupures. Il

(1) Un article de journal constitue une propriété littéraire protégée par les dispositions de la loi du 19 juillet 1793. Trib. civ. de Montluçon, 7 février 1896, D., 96, 2, 503.

devra, en un mot, respecter la forme originaire de l'article qu'il a acquis.

Mais est-il absolument indispensable d'invoquer les principes qui régissent la propriété littéraire ? Le journaliste ne transmet au journal que le droit d'exploiter commercialement son œuvre, il ne lui vend ni l'idée qui s'y trouve et qui n'est pas appropriable, ni la forme donnée à son idée puisqu'il conserve un droit moral de surveillance sur son œuvre ; par conséquent, le journal pourra tirer profit de l'article qu'il a acquis, mais il ne pourra l'altérer, car il n'a pas acquis ce droit.

Supposons même que le journaliste, en aliénant son article, n'ait pas fait ces distinctions un peu subtiles, de l'article et du droit d'en tirer profit.

Nous pouvons alors dire que le journaliste, en aliénant son article, peut y avoir mis des conditions (art. 1584 C. Civ. : La vente peut être faite purement et simplement ou sous une condition soit suspensive, soit résolutoire.)

Cette condition serait que l'on respectera la forme primitive de son œuvre.

Ne devrait-on pas toujours la sous-entendre et considérer cette condition comme un élément essentiel du contrat nécessitant une mention expresse pour l'écarter ?

Ce serait la condition résolutoire prévue par l'arti-

cle 1183 du Code civil : Un contrat peut être rétroactivement anéanti par une volonté expresse ou tacite des parties. La résolution suppose toujours que les parties ont donné au contrat un consentement conditionnel retiré d'avance en vue d'une éventualité déterminée ; cette éventualité réalisée, le contrat sera résolu.

Mais même est-il besoin de supposer cette condition résolutoire de l'article 1183 ? L'article 1184 ne nous suffit-il pas ?

La condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera pas à son engagement.

Aussi, dans cette hypothèse, le journaliste pourra dire : Je vous ai vendu un article de journal, mais vous deviez en respecter la forme primitive. Du moment que vous avez altéré mon œuvre, je considère que le contrat que nous avons passé ensemble est résolu.

Une objection se présente aussitôt. Les choses ne seront plus dans le même état. Le journal ne pourra se contenter de rendre son manuscrit au journaliste, cela ne se comprendrait que s'il y avait un traité passé entre eux pour plusieurs articles.

Car cette résolution du contrat ne suffirait pas pour désintéresser le demandeur. Le mal a été fait. Son

œuvre a été publiée, altérée ; de plus, si on résolvait le contrat, le rédacteur devrait rendre le prix qu'il a reçu. Ainsi, le journal aurait eu tout bénéfice, il aurait fait subir des transformations commodes, par exemple, pour la mise en page, et, de plus, il ne payerait pas cet article.

Cette résolution du contrat ne peut donc s'accomplir dans cette circonstance ; le seul cas où cela pourrait se présenter, c'est lorsqu'il y a un traité entre le journal et un de ses rédacteurs pour une série d'articles, de chroniques, etc., car alors le contrat qui les lie est un contrat successif, et si le journal manque à ses engagements à un moment donné, le rédacteur sera bien fondé à demander la résolution de ce contrat pour l'avenir.

De plus, pour compenser le préjudice qu'il éprouve en ne faisant pas le profit qu'il pouvait espérer, le journaliste pourra réclamer des dommages-intérêts arbitrés par le juge, ainsi que pour le tort que lui a causé l'altération de sa précédente copie. Nous trouvons donc ici les deux éléments des dommages-intérêts, le *lucrum cessans* et le *damnum emergens*, tandis que dans l'hypothèse d'un seul article qui a été modifié, il ne peut y avoir résolution du contrat, mais seulement des dommages-intérêts à cause du préjudice subi.

Nous avons déterminé très exactement ce que transmettait le journaliste dans ce contrat de collaboration : il transmet la propriété de son article au journal pour que celui-ci puisse en tirer profit par son exploitation commerciale.

Nous pouvons donc dire, d'après les articles 1582, 1583, 1599 du Code civil, que ce contrat est un contrat de vente, car la vente est un contrat par lequel une personne qui est appelée vendeur s'oblige à transférer à une autre la propriété d'une chose, tandis que l'autre, qui est acheteur, s'oblige à lui en payer la valeur en argent.

Les règles générales régissant le consentement, la capacité des parties, le prix, s'appliqueront.

Nous savons quelle est la chose vendue. Les articles 1126 à 1130 inclus du Code civil ont énoncé les règles générales relatives aux choses qui peuvent être l'objet des contrats. Ces règles générales sont applicables au contrat de vente. Les règles qui lui sont spéciales sont contenues dans les articles 1598, 1599, 1601 du Code civil.

L'article 1598 dit notamment : Tout ce qui est dans le commerce.

A ce propos, MM. BAUDRY et SAIGNAT, dans leur *Traité de la vente*, disent : Deux conditions sont nécessaires pour qu'une chose soit dans le commerce. Il faut d'abord qu'elle soit susceptible de propriété pri-

vée, il faut en outre qu'elle puisse être transférée, c'est-à-dire passer du domaine de l'un dans celui de l'autre.

Donc, le droit de tirer un profit pécuniaire d'une œuvre intellectuelle répond bien à ces conditions.

Certains droits ne peuvent être vendus parce qu'ils sont attachés à la personne de leur propriétaire qui doit en user par lui-même (art. 1166 C. civ.). Ces droits comprennent un élément moral. Ainsi, le droit de surveillance que nous avons reconnu à l'auteur ne pourra pas sûrement être vendu, et le journaliste le conservera, malgré la cession qu'il aura faite au journal, de son œuvre.

Le droit d'exploiter commercialement une œuvre intellectuelle doit être considéré comme un droit mobilier. Quoique les articles 528 et 529 du Code civil ne parlent pas des droits d'auteur, ce droit qui n'est pas un meuble corporel et qui ne rentre pas dans l'énumération de l'article 529, devra être considéré comme un meuble *sui generis* qui n'a pas été prévu par les auteurs du Code.

Il était intéressant de reconnaître à ce contrat de collaboration les caractères de la vente à propos de l'article 1599 : La vente de la chose d'autrui est nulle.

La vente est nulle aujourd'hui, car vendre c'est transmettre la propriété, et il y a impossibilité juri-

dique à transmettre une chose que l'on ne possède pas (*nemo dat quod non habet*). MM. BAUDRY et SAGNAT avec TROPLONG, LAURENT, GUILLOUARD, HUC, considèrent que la vente de la chose d'autrui est annulable, car ce contrat est atteint d'un vice originel qui est une erreur de l'acheteur, une erreur sur la personne. L'acheteur a cru traiter avec le *verus dominus*, tandis qu'il a traité avec quelqu'un incapable de lui transférer la propriété.

Si le contrat de collaboration était un louage (d'après la définition même du contrat de louage: c'est un contrat par lequel une personne s'engage à fournir à une autre la jouissance temporaire d'une chose moyennant un prix proportionnel au temps), il ne serait pas résolu, même si l'œuvre fournie n'appartenait pas au journaliste. En effet, dans ce cas, l'obligation du journaliste est une obligation de faire qui est successive. Le contrat pourra être résolu dans l'avenir, mais il n'en aura pas moins existé dans le passé, si le journal a été mis en possession et a joui de l'œuvre pendant un certain temps.

La cession d'un manuscrit sera totale, lorsque le journaliste fera totalement l'abandon de son monopole de reproduction et de son privilège d'exploitation au journal. Si le journaliste, au contraire, manifeste sa volonté de recouvrer l'intégrité de ses droits

à l'expiration d'un délai ou après la publication, il n'y aura plus que cession partielle.

Cette cession partielle est en somme une cession temporaire qui se rapproche d'un louage de choses.

Le journaliste fera-t-il acte de commerce en vendant son article ?

Nous pouvons répondre non avec certitude, rien qu'en invoquant la définition de l'acte de commerce. « L'acte de commerce est l'acte fait par un intermédiaire qui s'interpose entre le producteur et le consommateur et qui a pour objet la circulation des produits. »

Le journaliste est évidemment un producteur, les actes qu'il fait sont des actes civils.

Le journal, lui, fait des actes de commerce, car il sert d'intermédiaire entre ses rédacteurs et le public. A ce propos, M. THALLER dit (*Traité élémentaire de Droit commercial*, 1904, page 19) : « D'après nous, tout journal ayant un corps de rédacteurs qui ne se confond pas avec la direction porte au public les articles de ces derniers. Ces articles n'iraient point à leur destination si le journal n'était point l'agent de transmission. Il y a, au sens large, achat pour revendre, le journal fût-il exclusivement politique. Mais la jurisprudence s'est montrée jusqu'ici peu favorable à cette extension. Le journal, suivant elle, forme une œuvre

intellectuelle et n'encourt pas la faillite ; c'est devant le tribunal civil qu'il y a lieu de l'assigner. La thèse critiquée par nous, qui exige dans l'acte de commerce un élément de spéculation, a influencé ces arrêts. La jurisprudence ne fait d'ailleurs aucune difficulté pour reconnaître qu'à l'occasion de son service d'annonces le journal agit commercialement (1). »

**Quelles seront les formes de la cession
d'un article de journal ?**

Celles du droit commun. La délivrance des choses incorporelles est prévue par l'article 1607 : « La tradition des droits incorporels se fait ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acquéreur en fait du consentement du vendeur. » La cession d'une œuvre littéraire n'exige aucune formalité. L'existence du contrat peut être établie par tous les modes de preuve du droit commun, et, en cas de contestation, les tribunaux jouissent d'une appréciation souveraine. Cette absence de formalités est regrettable, car elle peut favoriser un auteur de mauvaise foi, qui ferait plusieurs cessions successives de son œuvre. En l'absence d'une disposition législative expresse, il faut donner, selon nous, la préférence non pas à l'acheteur premier en date, car là encore il peut y avoir

(1) Rouen, 2 février 1898, S., 98, 2, 104.

fraude par antidate, mais à celui qui a donné date certaine à l'acte en le faisant enregistrer (article 1328 C. civ.).

**Droits et obligations qui naissent de la vente
d'un article de journal.**

Obligations du journaliste.

La vente d'un article de journal est un contrat synallagmatique qui comme tel fait naître au profit et à la charge du journaliste et du journal des droits et des obligations réciproques.

Le droit commun s'appliquera.

D'après l'article 1603 du Code civil, le vendeur a deux obligations principales, celle de délivrer, et celle de garantir la chose qu'il vend. Le journaliste devra donc livrer son manuscrit au journal. Dans le cas où celui-ci refuserait de mettre en possession le journal, nous ne croyons pas que les tribunaux pourraient ordonner la saisie de l'œuvre, car il ne faut pas oublier que l'auteur d'un ouvrage a un droit moral sur lui, qu'il est le seul juge de sa valeur et qu'il peut refuser de le faire paraître.

Il y aurait, dans ce cas, inexécution du contrat, qui devrait se traduire par des dommages-intérêts.

Le journaliste devra de plus garantir le journal de l'éviction provenant du fait d'un tiers, avec qui il au-

rait traité précédemment, et s'abstenir de troubler par son propre fait la possession paisible de son cocontractant. En cédant son monopole d'exploitation ou de reproduction, le journaliste s'interdit tout acte qui aurait pour effet d'enlever d'une manière indirecte tout ou partie des avantages concédés par le contrat de cession.

Droits du journaliste.

Le contrat de vente conserve au journaliste ses droits moraux ; nous croyons avoir suffisamment développé cette question précédemment, nous nous contentons de rappeler ici que le journaliste, même en dehors de tout intérêt pécuniaire, peut demander la suppression des modifications faites à son œuvre, car la cession, si elle a conféré à l'acquéreur le droit d'exploiter, ne lui a pas accordé le droit d'altérer l'ouvrage vendu (1).

(1) Nous croyons que non seulement le journal, mais encore le journaliste peuvent intenter l'action en contrefaçon prévue par l'article 425 du Code pénal.

Un jugement du tribunal civil de Rennes du 5 janvier 1892, D , 93, 2, 302, dit notamment : « La reproduction dans un journal d'articles publiés dans un autre journal constitue le délit de contrefaçon, alors qu'elle n'a pas été faite de bonne foi et a causé un préjudice à l'auteur, sans l'assentiment duquel elle a eu lieu.

Cette action qui a pour objet direct et essentiel la répression d'un délit de contrefaçon prévu et puni par la loi du 19 juillet 1793 et par l'article 425 du Code pénal, peut, au gré du deman-

Droits et obligations du journal.

Le journal jouit de tous les droits qui sont reconnus à l'acheteur et est tenu par contre des mêmes obligations. Il doit respecter non seulement les droits matériels que la cession assure au journaliste soit sur l'œuvre, soit sur le prix stipulé, mais encore les droits supérieurs de la pensée que conserve son collaborateur.

Nous ne disons pas que le journal ait l'obligation de publier. Il est acheteur, il a acquis la propriété d'un manuscrit, il est de son droit strict de s'en servir de suite ou de le conserver pour un moment qu'il juge plus opportun. C'est au journaliste de prendre ses précautions, s'il désire absolument que son œuvre paraisse, car en dehors d'une stipulation expresse dans le contrat de vente d'un manuscrit, l'obligation de publier n'existe pas (article 1163 C. civ.).

Cependant, nous devons dire que la jurisprudence

deur, être portée devant le tribunal correctionnel ou devant le tribunal civil ; mais l'instance qui a uniquement pour base des faits de concurrence déloyale entre commerçants est de la compétence du tribunal de commerce. Ainsi la demande en dommages-intérêts formée par un journal, à raison de la reproduction et de la publication simultanée de ses articles par un autre journal et du préjudice ainsi causé à son achalandage et à sa clientèle, est régulièrement soumise à la juridiction consulaire. Paris, 10 novembre 1893, D., 94, 2, 17.

sur ce point n'est pas bien fixée, car s'il existe une opinion reconnaissant aux tribunaux le pouvoir d'obliger le cessionnaire à publier l'œuvre lorsqu'il résulte clairement de l'interprétation de la volonté des parties que la cession n'a été faite qu'en vue de la publication, il y en a une autre qui va plus loin encore, prétendant que le seul fait de céder son œuvre à un cessionnaire commerçant impose à ce dernier l'obligation de publier.

Autant la première opinion que nous rapportons nous paraît juste d'après les principes du Code civil lui-même (article 1156), autant la deuxième nous paraît interpréter trop largement le contrat.

Le journal, qui est acheteur, doit payer le prix convenu. Il peut être intéressant de distinguer si le journaliste est un vendeur ou un locateur de services dans le cas de saisie-arrêt.

La saisie-arrêt, que la loi appelle aussi opposition, est l'acte par lequel un créancier arrête entre les mains d'un tiers les sommes et objets mobiliers qui sont dus, ou qui appartiennent à son débiteur et par suite duquel il obtient, jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû, la délivrance de ces sommes ou du prix qui provient de la vente de ces objets.

Les créanciers personnels des journalistes qui s'adressent aux journaux pour faire une saisie-arrêt

sur les sommes dues à leurs débiteurs reçoivent souvent la réponse suivante :

D'après les principes mêmes qui régissent la saisie-arrêt (1), on ne peut la faire entre les mains d'un tiers que pour l'empêcher de payer son créancier. Cette saisie suppose donc à peine de nullité :

1° Que ce dernier a une créance au moins éventuelle au moment où la saisie-arrêt est pratiquée ;

2° Que le tiers saisi est son débiteur.

Or, le journaliste, votre débiteur, n'est pas notre employé, il vient nous offrir sa copie que, si elle nous agréé, nous payons comptant. Par conséquent, il n'a aucune créance sur nous, et votre saisie-arrêt s'évanouit faute d'objet, car la créance que vous prétendez saisir-arrêter est déjà éteinte (2).

Les journaux agissent ainsi pour favoriser leurs rédacteurs et s'éviter des ennuis.

Si le journaliste, au contraire, était un employé du journal, ses créanciers pourraient assurément faire

(1) Articles 557 et suivants du Code de procédure civile.

(2) Les salaires d'un journaliste ne sauraient être utilement frappés de saisie-arrêt, lorsqu'ils sont le prix d'articles fournis au jour le jour, en dehors de tout contrat, obligeant soit l'écrivain à les apporter au journal, soit le journal à les recevoir.

Paris, 6 février 1890, D., 93, 2, 289 ; trib. civ. de la Seine, 26 novembre 1892, D., 93, 2, 289. Voir en note *ibid.*, trib. civ. de la Seine, 20 août 1879, 8 février 1881, 8 novembre 1887.

une saisie-arrêt sur ses appointements, car les salaires à échoir sont des biens à venir du débiteur qui, comme les biens présents, sont le gage commun de ses créanciers, aux termes de l'article 2092 du Code civil, et s'ils ne sont payables qu'au fur et à mesure du travail fourni ou des services rendus, ils sont déjà dus en principe, en vertu du contrat par lequel le saisi a promis ce travail ou ces services.

Les salaires des journalistes dépassant en général deux mille francs par an, ne seront pas régis, quant à leur saisie, par la loi du 12 janvier 1895, relative à la saisie-arrêt sur les salaires et petits traitements des ouvriers ou employés. Mais si le chiffre du traitement annuel du rédacteur de journal ne dépasse pas cette somme, la loi du 12 janvier 1895 s'appliquera, quoique le journaliste exerce une profession libérale ; les termes de la loi autorisent cette extension équitable, et son salaire ne sera saisissable que jusqu'à concurrence du dixième.

La saisie-arrêt des traitements supérieurs à deux mille francs n'est pas soumise à cette limitation du dixième (Nancy, 31 mars 1897), mais les créanciers ne pourront prétendre saisir la totalité des appointements, car ces derniers ont jusqu'à un certain point un caractère alimentaire.

Vente d'une œuvre future.

Nous avons réservé la question de savoir si la cession d'une œuvre future est valable, à la fin de notre étude du journaliste considéré comme un vendeur, car le contrat, dans ce cas, ne se présente plus tout à fait sous les aspects d'un contrat de vente, mais plutôt comme un contrat d'entreprise.

L'article 1130 du Code civil dit : Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation. C'est ainsi que dans le commerce les ventes de choses futures sont très fréquentes ; mais la loi exige, pour que cette vente soit valable, que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce, de telle sorte que le débiteur soit lié sérieusement ; dans le cas contraire l'obligation serait nulle.

En matière de propriété littéraire, si l'œuvre qui fait l'objet de la cession est déterminée au moment du contrat, ou s'il s'agit d'ouvrages d'un certain genre que l'auteur pourra créer dans l'avenir, rien ne s'oppose à la validité d'un tel contrat. En cas d'inexécution, il se résoudrait en dommages-intérêts, car c'est une obligation de faire (article 1142 C. civ.).

La convention par laquelle un auteur céderait la propriété de tous ses ouvrages futurs sans énumération, ni détermination d'aucune sorte, serait au contraire nulle, car l'auteur, dans l'espèce un journaliste,

se serait engagé sous une condition purement potestative. Une obligation ne peut être valablement contractée sous une condition purement potestative de la part de celui qui s'oblige, parce que ce n'est pas s'obliger, que de s'obliger si l'on veut (article 1174 C. civ.). Le journaliste n'aurait qu'à ne plus rien écrire, le journal n'aurait aucun moyen de forcer l'auteur à composer des ouvrages, puisque le contrat ne contiendrait pas cette obligation.

Est-ce bien une vente que va faire le journaliste ? Nous avons dit au début que ce contrat présentait plutôt les caractères de l'entreprise dont voici la définition :

L'entreprise est un contrat par lequel une personne se charge d'accomplir pour une autre un travail déterminé, moyennant un prix calculé d'après l'importance du travail.

Ce contrat diffère du louage de travail, en ce que la rémunération du travailleur est fixée d'après l'importance de l'ouvrage, au lieu d'être proportionnelle au temps qu'il y emploie.

M. PLANIOL, dans son *Traité élémentaire de droit civil*, 1905, tome II, page 628, dit : Le contrat qui a pour objet une chose future n'est pas une vente si cette chose doit être produite par le travail de celui qui la promet. La fonction normale de la vente est l'aliénation d'une chose déjà existante ; s'il est admis que la

vente peut avoir pour objet une chose future, c'est à la condition que cette chose existera un jour, par l'effet d'un phénomène naturel ou du travail d'un tiers, comme les récoltes des champs ou les actions d'une société en formation, à la fondation de laquelle le vendeur reste étranger.

Si la création de la chose à livrer dépend du travail de celui qui la promet, le contrat n'a plus seulement pour objet l'aliénation d'une chose, mais bien la rémunération à forfait d'un travail à effectuer. Il forme donc une opération mixte, à la fois vente et entreprise.

Les auteurs du Code civil et la jurisprudence n'ont pas adopté ce point de vue. Pour eux le contrat est un pur louage quand le cocontractant ne fournit que son travail, c'est la vente d'une chose une fois faite quand il fournit en même temps la matière (1). Dans l'espèce qui nous intéresse, la jurisprudence considère donc le contrat passé entre le journaliste et le journal comme une vente.

L'intérêt de la question ne se trouve ni à propos de la prescription de la créance du journaliste, qui s'accomplit par le même laps de temps pour le journaliste considéré soit comme un vendeur, soit comme un entrepreneur, par trente ans (article 2262 C. civ.); la prescription de la créance du journaliste considéré

(1) Gand, 16 janvier 1886, D., 87, 2, 157.

comme un locateur de services se prescrit par cinq ans, selon des décisions jurisprudentielles nombreuses (art. 2277 C. civ.) ;

Ni à propos de la garantie, car l'entrepreneur doit la même garantie que le vendeur. La garantie est la suite naturelle du transfert de propriété, même quand il s'opère à un autre titre que la vente. Il n'est donc pas utile de confondre ces deux contrats pour attribuer au contrat d'entreprise certains caractères du contrat de vente.

Mais, à propos de la faculté de résiliation unilatérale, l'article 1794 du Code civil dit : « Le maître peut résilier par sa seule volonté le marché à forfait, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de toutes ses dépenses, de tous ses travaux et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans cette entreprise. »

Voici une disposition exceptionnelle particulière au contrat d'entreprise : si le contrat passé entre le journal et le journaliste était une vente de chose future, le journal n'aurait pas cette faculté de résiliation, il devrait respecter le contrat.

Il est donc intéressant de reconnaître que, dans ce cas, il y a entreprise et non pas vente.

Il ne faut pas confondre avec la cession d'une chose future une situation qui, en apparence, semble voisine :

Il s'agit du cas où un journal s'adresse à un homme de lettres et lui commande *pour son compte* la confection d'un ouvrage. Ici, en effet, ce n'est pas celui qui a écrit l'ouvrage qui est titulaire des droits d'auteurs, mais bien celui qui a commandé cette œuvre. Nous ne sommes pas en présence d'une vente-entreprise, mais bien d'un louage d'ouvrage ; le prix payé n'est pas un prix de vente, mais seulement la rémunération d'un travail. La question de l'inviolabilité de l'œuvre ne se posera plus, le journal pourra donc faire subir à cet ouvrage tous les changements qui lui sembleront utiles, le faire paraître sans nom ou sous un pseudonyme, et celui qui a créé l'œuvre ne peut s'en plaindre, car, légalement, il n'en est pas l'auteur et ne peut prétendre à la protection de la loi du 17-24 juillet 1793.

CHAPITRE III

Du journaliste considéré comme un locateur de services.

Nous avons déjà considéré le contrat de collaboration qui lie le journaliste au journal comme un contrat de vente ; nous disions que l'obligation du journaliste se présentait comme une obligation de donner, nous allons l'envisager comme une obligation de faire.

Le contrat par lequel une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix, est un contrat de louage de services, c'est ce que dit l'article 1710 du Code civil. Le journaliste fera donc un louage de services. Cela peut paraître étrange à certains qui considèrent les professions libérales comme d'une essence trop supérieure pour pouvoir faire l'objet d'un contrat de louage, mais nous partageons ici l'opinion des auteurs les plus récents qui pensent que le travail est toujours du travail, qu'il

s'agisse d'arts serviles ou de professions libérales (1).

Nous allons cependant rappeler les systèmes que l'on a proposés.

Un premier système argumente de la gratuité du mandat et du caractère particulier des services prestés par les avocats, les médecins, les peintres, etc. Il fut soutenu par ULPIN, POTHIER, TROPLONG, et est à peu près universellement abandonné aujourd'hui. Car le mandat c'est l'attribution à un tiers du pouvoir d'accomplir en notre nom certains actes qui lui seraient impossibles sans cela, quels que soient les événements qui modifieraient sa personnalité et sa puissance propre. Cette simple définition suffirait à montrer que les professions dites libérales ne rentrent pas dans les cadres du mandat ; n'est-il pas évident que, d'une part, le médecin qui me soigne, le professeur qui m'instruit, le journaliste qui me renseigne, etc., peuvent soigner une maladie identique à la mienne, professer sans mon concours, renseigner d'autres que moi, et que, d'autre part, ils accomplissent des actes que ma seule volonté ne saurait leur rendre possible ?

Il serait donc inutile de réfuter l'argument tiré du caractère spécial des services prestés, si elle ne servait de base à une théorie différente, celle de

(1) BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL, *Du louage*, n° 1211; PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, 1905, p. 605.

MM. AUBRY et RAU : « Les actes dépendant d'une profession littéraire, scientifique ou artistique ne sauraient en eux-mêmes et directement former l'objet d'un contrat, en ce sens que celui qui les a promis n'est pas civilement contraignable à l'exécution de sa promesse. » Ils ajoutent : « Mais rien, cependant, n'empêche qu'une chose déterminée à produire (*opus*) ne devienne l'objet d'une convention civilement efficace, bien que sa production doive être le résultat de talents artistiques ou de facultés intellectuelles de l'ordre le plus élevé. Ainsi, est civilement efficace l'engagement pris par un peintre de fournir un tableau ou par un auteur de livrer un ouvrage destiné à la publication ou à la représentation.

D'un autre côté, si des actes dépendant d'une profession libérale ne sont pas en eux-mêmes susceptibles de former un engagement obligatoire pour celui qui l'a promis, ils n'en constituent pas moins, à raison de l'avantage qu'ils sont destinés à procurer, une cause suffisante pour valider la promesse de rémunération faite par celui au profit duquel ils doivent être accomplis. »

On peut répondre à cela que, s'il est vrai que l'intelligence humaine n'est pas dans le commerce, puisqu'on ne peut obliger un auteur, un peintre, etc., à l'exécution de sa promesse, ce défaut de sanction pour contraindre ceux qui exercent une profession

libérale à fournir la prestation promise ne leur est pas particulier, c'est au contraire le droit commun que toutes les obligations de faire se résolvent en dommages-intérêts.

Les actes dépendant d'une profession libérale sont estimables en argent, et peuvent donner lieu à une réparation pécuniaire.

Lorsqu'un service intellectuel aura fait l'objet d'un contrat, que les parties seront tombées d'accord pour lui attribuer une valeur d'échange, ce service intellectuel, en tant que susceptible d'appropriation individuelle et immédiate, pourra faire l'objet d'un louage de services, sans rien perdre de sa valeur intrinsèque et morale, et nous appliquerons à ce contrat les règles du louage.

Caractères du contrat de louage de services.

Le contrat de louage de services est un contrat synallagmatique consensuel à titre onéreux. Le droit commun régira le consentement, la capacité des parties, la preuve du contrat ; les parties peuvent donc se contenter de conventions orales, mais un écrit sera nécessaire lorsque l'intérêt engagé dépassera cent cinquante francs ; au-dessous, la preuve par témoins suffira.

L'objet du contrat est double ; c'est, d'une part, le travail que le locateur de services s'engage à accom-

plir et, d'autre part, le prix ou salaire que le maître s'engage à payer.

Le travail qui fait l'objet d'un louage de services ne peut être ni moralement, ni physiquement impossible, c'est-à-dire immoral ou illicite.

La part qui revient au locateur de services dans les fruits de la production peut lui être attribuée sous des formes fort différentes, il peut être payé au temps ou à la tâche, ou moitié au temps et moitié à la tâche. (Voir ce que nous avons dit plus haut à propos de l'entreprise.)

La forme la plus simple de la rémunération du travail est assurément le système du salaire au temps. Dans ce système, la force productive du locateur de services est considérée comme une marchandise quelconque que celui-ci vend pour un prix déterminé sans se préoccuper du profit qu'en retirera l'acquéreur.

Les parties doivent exécuter de bonne foi les conventions qu'elles ont faites.

Droits et obligations des parties.

Le locateur de services doit obéissance à celui qui l'emploie. Aussi, dans l'espèce qui nous occupe, le journaliste devra ses services au journal ; il ne pourra pas refuser d'accomplir une tâche déterminée, même si la besogne qu'on lui demande ne lui plaît pas. Il pourra cependant refuser d'écrire un article qu'il juge

délictuel, car ce serait là le contraindre à un travail immoral ou illicite (1).

Le journal ne pourra pas faire faire à son rédacteur un service autre que celui pour lequel il a été engagé. Si les termes de l'engagement du journaliste sont généraux, il pourra l'employer à toutes les besognes, à condition toutefois de ne pas demander à son rédacteur un travail immoral ou illicite.

Le journal devra payer le salaire convenu. (Voir ce que nous avons dit à propos de la saisie-arrêt dans notre chapitre du journaliste considéré comme un vendeur.)

Le journal deviendra propriétaire des articles fournis. Il pourra leur faire subir tous les changements qui lui sembleront utiles, ne pas les imprimer, les faire paraître sans nom d'auteur ou sous un pseudonyme ; le droit moral de surveillance que nous avons reconnu au journaliste n'existe pas ici, car le journaliste assimilé à un locateur de services ne vend pas une œuvre intellectuelle, il vend son travail, le journal en fera l'usage qui lui semblera bon.

Cessation du louage de services :

On distingue deux sortes de louages de services : le louage qui a été fait pour une durée déterminée, et

(1) Trib. com. de la Seine, 2 novembre 1895, *Gaz. Pal.*, 95, 2, 731.

celui qui a été fait pour une durée indéterminée (art. 1780 C. civ.). L'intérêt pratique de cette distinction est considérable.

Dans le louage de services contracté à temps ou pour une entreprise déterminée, chaque partie est liée envers l'autre d'une manière ferme, le contrat ne peut être résolu que d'un commun accord, et si l'une des parties manquait à son engagement elle devrait des dommages-intérêts conformément au droit commun.

Dans le louage de services fait sans détermination de durée, le contrat est résiliable à volonté.

Mais s'il n'est pas toujours facile de distinguer le contrat de louage de services de certains contrats similaires, il est plus difficile encore de distinguer en fait ces deux espèces de louage ; les difficultés premières se compliquent d'une autre presque insoluble, celle de l'intention des parties.

Ce qui différencie ces deux variétés du louage de services, c'est l'existence d'un moment précis où, par le seul effet de leur volonté primitive, les parties se trouvent libérées de leur consentement originaire et sont absolument dans la même situation qu'au jour où leurs rapports contractuels n'avaient pas pris naissance et où rien ne les oblige à renouveler des engagements définitivement éteints.

A ce propos, M. Jocelyn FERRAND (Thèse, 1897, *De*

la résiliation du louage de services à durée indéterminée), dit :

« Si la question est facile à résoudre sur le terrain du droit, elle ne l'est pas sur celui des faits. Et c'est bien la pierre d'achoppement de toute la matière. Ces notions théoriques indispensables ne nous sont en réalité d'aucun secours pour distinguer en pratique les contrats à durée indéterminée. Elles ne sont qu'une règle d'interprétation de la volonté des parties, déjà établie en fait, mais la véritable difficulté consiste à découvrir au milieu des indications contradictoires des faits, cette intention dont nous connaissons les résultats. Il est bien entendu tout d'abord que si la nature de la profession, ou le genre de travail, la situation de l'ouvrier, ses habitudes, ses besoins ou ceux de sa famille ne nous donnent aucune preuve certaine de l'intention des parties, tout cela nous fournit du moins des indications très précieuses qu'on ne saurait négliger. Toutes ces considérations tirées de la nature du travail ou du besoin des parties peuvent, il est vrai, entraîner les décisions les plus variées et les plus contradictoires, mais ces décisions forment pour ainsi dire par leur juxtaposition, lorsqu'on les envisage dans leur ensemble, une image composée de toutes leurs ressemblances, se détachant sur le fonds moins apparent formé par leurs divergences de détail;

cette image, c'est *l'usage professionnel*, qui, lorsqu'il existe, peut être facilement constaté.

« Sans doute, il peut arriver que la volonté des parties apparaisse, soit dans un écrit, soit autrement, et alors la présomption tombera, mais ce fait peut être considéré comme exceptionnel, car en pratique il n'est presque jamais passé d'écrit pour constater le louage de services. »

Existe-t-il un pareil usage en matière de journalisme ?

Il serait peut-être bon de dire quelques mots sur l'usage.

De l'usage.

C'est un des rares vestiges qui subsiste aujourd'hui du droit coutumier.

M. GENY (*Méthode d'interprétation*) rapproche de la coutume juridique proprement dite certains usages de la vie des affaires qu'il appelle usages conventionnels. Il s'agit de ces pratiques, les unes générales, la plupart locales ou professionnelles, qui enveloppent tacitement la formation des actes juridiques, spécialement des contrats, et qu'en vertu du principe de l'autonomie de la volonté purgé d'un vain formalisme, et dominé par la bonne foi, on sous-entend dans tous ces actes, et même sauf quelques réserves dans les actes solen-

nels, pour interpréter ou compléter la volonté des parties ou celle de l'auteur de l'acte.

Tels sont les usages si nombreux en matière de bail, de louage de services, de vente, de société, etc.

M. THALLER (*Traité élémentaire de droit commercial*, 1904, pages 49 et s.) nous paraît être jusqu'à un certain point de cet avis, puisqu'il dit en parlant de l'usage :

« C'est la clause tacite sous-entendue dans une convention, à raison d'une pratique établie. L'usage a force de convention et non pas force de loi (1). On doit présumer en fait que les parties ont voulu se référer dans leur marché, faute de le détailler, à la manière usuelle de faire, telle qu'elle est pratiquée dans leur partie conventionnelle. »

On se servira des usages pour interpréter les contrats comme présomptions de volonté des parties.

Comment constater un usage ?

D'après la règle en matière de preuve *Onus probandi incumbit actori*, c'est à celui qui veut se prévaloir d'un usage d'en démontrer l'existence.

(1) L'usage n'a pas à proprement parler force de loi, mais bien de convention sous-entendue. Les nécessités de la vie pratique forcent parfois de rechercher par présomptions à défaut de volonté exprimée quelle a été l'intention véritable des parties. Or quelle présomption est plus raisonnable que celle qui revient

« L'usage n'a d'autorité juridique s'il n'est basé sur des faits nombreux, uniformes, publics, constatés d'une façon certaine et constamment tolérés par le législateur, de telle sorte qu'il ne soit pas possible de douter de l'assentiment général donné à la règle qu'il constate (1). »

Ces quelques notions sur l'usage nous permettent de dire que la pratique établie en matière de journalisme est que le journaliste contracte avec le journal un louage de services d'une durée indéterminée, lorsque les parties n'ont pas expressément manifesté leur volonté (2). Pour constater l'existence de cette manière usuelle de faire, nous ne pouvons invoquer des parères de chambres de commerce, mais nous avons une jurisprudence qui se fixe de plus en plus tous les jours et qui soumet la résiliation de ce contrat de collaboration aux règles posées par la loi du 12 décembre 1890.

La condition d'un rédacteur de journal nous paraît maintenant bien déterminée. Nous avons dit que, bien que fournissant un travail intellectuel à son journal, il devait être assimilé à un locateur de services ;

à supposer que les parties ont voulu se référer aux habitudes de leur profession et à la manière habituelle d'opérer dans les affaires de même genre ? (Bordeaux, 23 mai 1894, D., 95, 2, 76).

(1) Douai, 22 mars 1886, S., 88, 2, 147.

(2) Paris, 7 décembre 1899, D., 1900, 2, 167.

nous ajoutons : ce louage de services qu'il fait est un louage d'une durée indéterminée.

Nous pouvons à présent envisager les modes de cessation des rapports de collaboration du journaliste et du journal que nous rangerons en quatre catégories :

1° Ceux prévus par l'article 1184 du Code civil, au cas où l'une des deux parties n'exécutera pas son engagement ;

2° Ceux causés par les cas fortuits et la cause majeure ;

3° Ceux prévus par la convention, l'arrivée du terme ou l'achèvement de l'entreprise ;

4° La volonté unilatérale.

Des trois premières catégories nous n'avons rien à dire, c'est le droit commun ; il y a quelques difficultés pour la dernière.

Le fondement du droit de résiliation du contrat par la volonté unilatérale, prévu par l'article 1780 complété par la loi du 12 décembre 1890, c'est le principe de la liberté individuelle ; son but, c'est de sauvegarder cette liberté. Cependant, les parties ne sont pas abandonnées à leur arbitraire réciproque, car si la loi les laisse libres de mettre fin à tout moment au contrat, elles peuvent être tenues à des dommages-intérêts.

Dans quels cas y a-t-il lieu à des dommages-inté-

rêts ? La loi ne l'ayant pas dit, il faut chercher la solution dans la jurisprudence. D'après de nombreux arrêts, il faut que le maître ait un motif sérieux pour rompre le contrat (1).

De plus, un renvoi, même justifié, peut donner lieu à des dommages-intérêts, si la partie qui résilie le contrat n'a pas respecté le délai d'usage, ou conventionnel, entre la signification du congé et la cessation effective du travail.

Voici quel est le droit commun, mais il y a quelques hésitations dans la jurisprudence à appliquer la loi du 12 décembre 1890 aux rédacteurs de journaux.

Nous allons rapporter les différentes opinions qui ont cours.

Une première opinion dit qu'à raison de la responsabilité étendue qui pèse sur le propriétaire ou sur le directeur d'un journal, les rapports existant entre ses rédacteurs et lui forment, relativement à la rupture des liens qui les unissent, un contrat d'une nature spéciale.

Le propriétaire ou directeur du journal, maître absolu de sa rédaction, est en droit de congédier *ad nutum* le rédacteur engagé sans durée déterminée,

(1) Montpellier, 8 novembre 1892, D., 94, 2, 394 ; Cass., 28 juin 1893, D., 93, 1, 473 ; Cass., 22 juillet 1896, D., 97, 1, 401 ; Trib. com. Toulouse, D., 1900, 2, 367, etc.

sans avoir à justifier les motifs de la mesure par lui prise, sans être tenu à des dommages-intérêts ; les dispositions de la loi du 12 décembre 1890 modifiant l'article 1780 n'ont apporté aucune atteinte à cette règle (1).

Nous avouons que nous ne comprenons pas pourquoi ce contrat de collaboration a été mis hors la loi par les juges du tribunal de Besançon. Quelle est la nature spéciale de ce contrat ? Nous nous le demandons. Un caissier, un employé dans une grande banque, n'engage-t-il pas aussi très loin la responsabilité de son patron ? Et cependant on lui appliquera le droit commun.

Pour nous, le louage de services quel qu'il soit doit toujours être régi par les mêmes règles, mais une deuxième opinion, qui s'est manifestée dans la jurisprudence vers 1865, pour se continuer jusqu'à maintenant, conteste justement la nature du louage de services à ce contrat de collaboration.

Elle dit que les principes du louage de services ne peuvent régir les rapports de journaliste à journal, car il s'agit d'une profession libérale, et comme une profession libérale ne peut faire l'objet d'un louage, le directeur peut congédier d'un jour à l'autre, sans indemnité, ses rédacteurs ; mais, comme atténuation à

(1) Besançon, 30 décembre 1896, S., 97, 2, 141.

ce principe rigoureux, ces arrêts estiment que, même dans ce cas, le droit de congé ne saurait être admis qu'à la charge de tenir compte au rédacteur congédié du délai nécessaire pour trouver un nouvel emploi dans la presse au moyen d'une indemnité calculée sur ce délai (1).

Rappelons à ce propos le jugement rendu par le tribunal de commerce de la Seine, du 19 novembre 1896 (affaire Sarcey, *La Loi*, 2 décembre 1896). Il dit en substance : « Quant à ceux qui ne sont que des collaborateurs littéraires et scientifiques et qui ne font pas partie de la rédaction d'un journal, en l'absence d'un louage de travail, on ne saurait assimiler à un employé l'homme de lettres qui fournit à un journal une chronique hebdomadaire ; le chroniqueur dont la collaboration continue est brusquement interrompue par la direction du journal, n'en a pas moins droit à une indemnité, si d'ailleurs aucun grief à l'encontre du journaliste ne justifie cette mesure. »

Nous avons déjà parlé de l'inanité de cette distinction faite entre les arts serviles et les professions libérales, nous n'y reviendrons pas, et nous jugeons cette jurisprudence mauvaise, quoiqu'elle reconnaisse au rédacteur le droit à une indemnité.

(1) D., 1865, 2, 128 ; D., 1873, 2, 106 ; D., 1884, 2, 140 ; S., 1864, 1, 479 ; S., 1865, 1, 11 ; S., 1890, 2, 56.

Une troisième opinion dit : le contrat qui se forme entre le directeur d'un journal et ses rédacteurs, lorsqu'aucune durée n'est assignée au contrat, est soumis à la règle de l'article 1780 du Code civil, d'après laquelle le contrat de louage de services sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté de l'une des parties contractantes.

Et si le directeur d'un journal ne peut user de son droit de congédier un rédacteur engagé sans détermination de durée qu'à la condition d'observer les usages et autres conditions expresses ou tacites de l'engagement, c'est au rédacteur congédié qu'incombe à la fois de prouver la faute de son cocontractant et le dommage subi par suite de cette faute (1).

Il est conforme aux principes du droit de demander au rédacteur congédié la preuve du dommage subi par la rupture du contrat (*Onus probandi incumbit actori*). Mais il nous paraît étrange de réclamer au journaliste la preuve que son renvoi est injustifié ! Dans le cas de brusque congédiement d'un ouvrier, si celui-ci s'adresse aux tribunaux pour obtenir une indemnité, c'est au patron à prouver qu'il avait un motif sérieux pour rompre le contrat.

Le journaliste ne peut que prouver son renvoi brusque, sinon il devrait prouver une proposition négative.

(1) Paris, 7 décembre 1899, S., 1900, 2, 7, D., 1900, 2, 167.

tive que son renvoi n'est pas justifié, et cela ne serait pas facile.

Il est plus simple de dire tout de suite que c'est au directeur à prouver qu'il a fait un juste usage de son droit de résiliation et de reconnaître que les rapports des rédacteurs de journaux avec les directeurs sont régis par le droit commun, par l'article 1780 du Code civil (1).

C'est ainsi que nous concluerons notre étude du rédacteur de journal considéré comme un locateur de services.

Existe-t-il un délai d'usage entre la signification du congé et la cessation du travail pour les journalistes ?

Deux jugements du tribunal de commerce de Marseille, l'un du 2 août 1904, l'autre du 7 mars 1906, répondent à notre question. Ils disent en substance :

« Les journalistes, rédacteurs, reporters, par suite de la difficulté de trouver un emploi pareil en cas de congé, ne sauraient être assimilés à de simples employés de commerce, soumis au préavis d'un mois.

(1) Le fait par le rédacteur politique d'un journal de ne pas se conformer à la ligne politique de ce journal justifie la rupture du contrat sans indemnité.

Mais s'il s'agit d'un rédacteur littéraire qui, sans s'occuper de politique dans le journal, est considéré cependant comme compromettant à raison de ses opinions, le brusque renvoi cesse d'être justifié et motive une action en dommages-intérêts. Lyon, 10 juin 1903, *Le Droit*, 30 juin 1903.

En cas de brusque congé, il doit leur être alloué une indemnité supérieure, et à fixer par le tribunal (trois mois) ».

Un jugement du tribunal de Caen, du 5 décembre 1906 (*Le Droit*, 4 avril 1906), est plus explicite encore :

« C'est un usage qu'il convient de sanctionner, que le directeur ou l'administrateur d'un journal ne peut se séparer de l'un de ses rédacteurs sans l'avertir au moins trois mois à l'avance. »

Si le rédacteur, au lieu d'avoir fait un louage de services d'une durée indéterminée, avait fait avec un journal un louage de services d'une durée déterminée, le directeur ou le propriétaire de ce journal ne pourrait résoudre le contrat de sa seule autorité et sans demande en justice.

Le propriétaire d'un journal qui congédie brusquement avant l'expiration du terme de son engagement un rédacteur engagé à l'année, commet une faute et peut être condamné à des dommages-intérêts (1).

(1) Besançon, 30 décembre 1896, Sirey, 1897, 2, 141.

CHAPITRE IV

Du journaliste considéré comme un associé.

Nous avons dit au commencement de cette étude que l'on pouvait hésiter entre plusieurs contrats pour expliquer cette collaboration du journaliste au journal, nous avons parlé de société, épuisons cette question tout de suite.

Il est évident que le journaliste qui apporte un article de journal dont on lui paye le prix, ou le rédacteur qui vient toucher tous les mois ses appointements à la caisse du journal, ne peuvent être considérés comme des associés du journal, d'après la définition même de l'article 1832 du Code civil : « La société est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter. »

Ces journalistes ne mettent aucun apport en commun, ne participent ni aux bénéfices ni aux pertes et n'ont pas cet *affectus societatis* » indispensable pour

qu'il y ait société ; mais nous n'avons envisagé jusqu'à présent que la condition des journalistes ayant, dans le journal, une situation subordonnée.

Il y a cependant une catégorie de journalistes, les rédacteurs en chef, qui tiennent une place considérable dans le journal, ce n'est qu'à leur égard qu'il peut y avoir un contrat de société.

Certains de ces rédacteurs en chef ont un traité qui les lie avec la société propriétaire du journal, ils font un louage de services qui ne diffère en rien de celui que peut contracter le moindre reporter, mais d'autres sont des associés véritables qui apportent leur notoriété, leur talent, leur travail à leurs coassociés qui leur fournissent des capitaux.

Ils toucheront un tant pour cent sur les bénéfices ; le risque social consistera pour eux à donner leur temps, leur travail sans obtenir de rémunération en retour et à subir sur leurs biens les poursuites des créanciers sociaux si la société fait de mauvaises affaires.

Leur apport sera un apport en simple jouissance, puisqu'ils retireront leur industrie lors de la dissolution de la société.

Ce contrat de société passé entre un journaliste et une société propriétaire d'un journal n'offre pas d'intérêt pour nous, car dans ce cas, il existera toujours

une convention aux termes de laquelle il faudra se reporter s'il s'élève des contestations.

Cette société sera évidemment une société commerciale, d'abord parce que presque toujours elle prend une forme commerciale (société anonyme ou société en commandite par actions), et ensuite parce que l'objet de cette société est de faire des opérations commerciales (1).

Nous considérons comme fausse l'opinion de la jurisprudence qui prétend qu'un journal politique ou littéraire n'accomplit que des actes civils, cependant rapportons ici un jugement de justice de paix (2) qui dit en substance :

« Il y a deux catégories de journaux. Ceux qui se bornent à insérer les nouvelles, les renseignements utiles à une classe spéciale de lecteurs, les mercuriales, les cours de la Bourse, les annonces de toutes sortes. Ces publications qui ne demandent aucun effort intellectuel sont, en réalité, des entreprises où il n'existe point d'autre intérêt que des revenus à réaliser, en sorte que si des difficultés surgissent au cours de l'exploitation avec d'autres négociants, ces difficultés doivent être tranchées par la juridiction consulaire.

(1) En ce sens, THALLER, *Traité de droit commercial*.

(2) Paris, 30 juin 1905, *Gaz. des tribunaux*, 2 juillet 1905.

« A côté de cette première catégorie de publications se trouve celle des journaux entrepris pour soutenir un but politique, qui consacrent la majeure partie de leurs colonnes à l'élucidation de principes théoriques et à leur vulgarisation. Le journaliste, dans ces conditions, fait œuvre de l'esprit, il est auteur, c'est-à-dire dans la même situation que l'écrivain qui compose un ouvrage, et ne fait point acte de commerce quand il met au jour ses conceptions. Il est lui, justiciable de la juridiction civile. Le point de savoir dans laquelle des deux classifications doit prendre place un journal est essentiellement une question de fait qu'il appartient aux tribunaux de résoudre suivant les circonstances particulières à chaque entreprise. »

L'acte fait par le journaliste est assurément un acte civil, mais le journal qui achète la production de son rédacteur ne fait-il pas là un achat pour revendre ?

CHAPITRE V

Le contrat d'édition.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à dire quelques mots du contrat d'édition, et nous aurons passé en revue les diverses hypothèses auxquelles le contrat de collaboration du journaliste au journal peut donner lieu.

L'Association littéraire et artistique internationale, dans un congrès tenu à Barcelone en 1893, a donné la définition suivante du contrat d'édition :

« C'est la convention par laquelle l'auteur d'une œuvre intellectuelle s'engage à remettre cette œuvre à l'éditeur qui, de son côté, s'engage à la publier, c'est-à-dire à la reproduire et à la répandre à ses frais, risques et périls. »

Quelle est la nature de ce contrat ?

Les avis sont très partagés. M. PUILLET, dans son *Traité théorique et pratique de la propriété artistique et littéraire*, l'assimile à la vente consentie par l'au-

teur à l'éditeur. Il y a cession par l'auteur d'une partie de ses droits et prestation en échange par l'éditeur d'un véritable prix d'achat.

M. EISENMANN (*Le contrat d'édition*, Paris, 1894), donne de ce contrat la définition suivante : « On appelle contrat d'édition, le bail d'une œuvre littéraire, d'art graphique ou de musique par voie de publication. » Il assimile donc ce contrat au louage de choses.

Il dit : « C'est toujours l'auteur qui fournit la chose à exploiter, l'œuvre ; c'est toujours l'éditeur qui se charge des opérations consécutives jusqu'à la recette. L'auteur donne une chose et reçoit une rétribution, l'éditeur en fait un certain usage, et gagne par ce moyen de l'argent. Il jouit de la chose, de l'œuvre. Le contrat par lequel quelqu'un s'oblige à faire jouir une autre personne d'une chose moyennant une rétribution promise, c'est un contrat de louage de chose. »

M. PLANIOL (*Traité élémentaire de Droit civil*, tome II, 1905, page 740) dit : « Ce contrat peut se faire de deux façons différentes, tantôt l'éditeur s'engage simplement à éditer le livre dans des conditions fixées par la convention, la propriété de l'ouvrage, telle qu'elle est réglée par la loi, restant à l'auteur ; tantôt au contraire, la propriété de l'ouvrage passe à l'éditeur, l'auteur ne conservant qu'un tant pour

cent sur la vente et restant lié à l'éditeur pour apporter son concours aux éditions suivantes qui pourraient devenir nécessaires ; dans le premier cas, le contrat se rapproche de l'entreprise, dans le second, il implique une cession définitive de la propriété de l'ouvrage, et se rapproche de la vente, mais dans les deux cas il a des caractères propres et suppose une sorte de collaboration et d'association, à peu près comme celle qui distingue le métayage du bail à ferme. »

M. EYRAUD (*Vente et Louage*, thèse, 1904) dit de ce contrat qu'il offre des traits absolument originaux, que c'est un contrat innomé, du type qualifié *facio ut facias* par les Romains.

L'auteur, malgré la cession consentie à l'éditeur, conserve sur son œuvre un droit de surveillance et de contrôle et ne s'est pas, par suite, dépouillé de tous les attributs de sa propriété, malgré la délivrance du manuscrit et la garantie due par lui à l'éditeur.

L'éditeur tenu à faire l'impression, doit entrer en relation avec le personnel des brocheurs, des imprimeurs, des libraires, etc., d'où une certaine analogie avec le fermier qui doit mettre la terre en culture. Seulement, le fermier dispose à son gré des produits qui, moyennant le paiement des fermages, sont entrés intégralement dans son patrimoine. L'éditeur, au contraire, doit faire un usage déterminé des exemplaires

parus, qui sont les produits de l'édition. Il est tenu de les mettre en vente avec une certaine publicité pour les écouler plus facilement aux acheteurs.

A cet égard, on pourrait être tenté de comparer l'éditeur à un mandataire de l'auteur, servant d'intermédiaire entre celui-ci et le public ; mais l'analogie n'existe pas, car le mandataire contracte au nom du mandant, et ici l'éditeur contracte en son propre nom avec les revendeurs, etc.

Société peut-être ? Non plus, car si le contrat d'édition se confondait avec la société, on devrait dire que la mort d'une des parties contractantes met fin à ce contrat. Dans la pratique, la considération des personnes n'est pas en jeu, le profit pécuniaire recherché de chaque côté n'est nullement compromis par la disparition d'un des contractants.

M. EYRAUD caractérise en conséquence le contrat d'édition en un contrat innomé, commutatif, consensuel, civil pour l'auteur, commercial pour l'éditeur, participant à la fois à la vente et au louage. Les obligations des parties seront les suivantes :

Pour l'auteur : 1° Livrer, mais comme ce n'est pas une vente, il reste propriétaire, et ne se dépouille que du droit de publication ;

2° Garantir. Cette garantie porte sur l'existence du droit cédé, au temps du contrat, et sur les vices de la chose.

Pour l'éditeur : 1° Accomplir la publication. Son obligation sur ce point ressemble à celle d'un locataire ; comme ce dernier il n'a la jouissance qu'à la condition de la réserver à l'usage convenu, et de même qu'un fermier est tenu de cultiver, l'éditeur doit entreprendre la publication et lui donner ses soins ;

2° Payer le prix convenu, s'il en a été convenu. Ce prix porte le nom de droits d'auteur.

Nous voyons que ce contrat a donné lieu à bien des théories différentes, donnons aussi notre avis qui ne s'éloigne pas beaucoup, à ce que nous croyons, de l'opinion de M. PLANIOL que nous avons rapportée.

D'après nous, il ne faut pas vouloir attribuer au contrat d'édition une nature propre. Ce n'est pas un contrat spécial et innomé ; l'erreur de M. EYRAUD, c'est qu'il a voulu faire rentrer dans le même cadre tous les cas qui peuvent se présenter ; nous pensons, au contraire, qu'il faut étudier séparément chaque contrat d'édition.

Si l'auteur conserve la propriété de son ouvrage, l'éditeur ne s'engageant qu'à le faire paraître, il y a louage de services, ou plutôt entreprise de la part de l'éditeur.

Si l'éditeur devient propriétaire de l'œuvre, sous les restrictions que lui imposent les règles gouvernant la propriété littéraire, il y a vente de la part de l'auteur.

Si la rémunération des parties au lieu d'être fixée dès le début de la convention, est proportionnelle au nombre d'ouvrages vendus, il y a société entre l'auteur et l'éditeur. L'argument que la mort d'une des parties mettrait fin au contrat n'est pas décisif, car les parties peuvent stipuler le contraire.

Ainsi, chaque convention aura sa nature propre et pourra différer d'une autre ayant le même objet, suivant l'intention des parties.

Cette conclusion est conforme à ce que nous disions au début de notre étude ; nous ne voulons pas admettre la nécessité d'inventer des conventions nouvelles, étrangères à celles prévues par le Code civil, la volonté des parties peut bien attribuer des caractères spéciaux à tel ou tel contrat, les caractères du louage, par exemple, à la vente dans le cas de vente à tempérament (1), mais il n'est pas utile d'inventer pour cela un contrat innomé.

Nous ne croyons d'ailleurs pas qu'il y ait lieu de nous arrêter davantage sur le contrat d'édition, quoique sa définition puisse s'appliquer aux rapports des journalistes avec les journaux, car leurs relations se présenteront bien rarement avec les caractères nécessaires. Il faudrait supposer qu'un journal s'engageât à publier une œuvre assez considérable, ce qui n'est

(1) Cass., 22 février 1887; D., 87, 4, 500; S., 88, 4, 87.

pas fréquent, sauf peut-être pour les mémoires, les romans-feuilletons, et, dans ce cas, nous chercherons si l'intention des parties a été de faire une cession totale ou partielle de l'œuvre, un louage de services ou tout autre contrat.

CHAPITRE VI

Conclusion.

Il faut conclure cette étude un peu sèche du contrat de collaboration du journaliste au journal. Nous avons envisagé beaucoup de questions particulières, nous avons assimilé le journaliste à un vendeur, à un entrepreneur, à un locateur de services, à un auteur, nous en avons déduit les conséquences qui nous paraissaient en résulter ; il nous faut à présent essayer d'avoir une vue d'ensemble sur la matière que nous avons parcourue en détail.

Ce n'est cependant pas facile de généraliser dans la circonstance, puisque nous ne voulons pas recourir à l'invention d'un contrat innomé, moyen trop commode d'esquiver les difficultés.

La théorie des contrats innomés suppose en effet qu'une convention synallagmatique a été exécutée par l'une des parties, l'autre a le droit alors d'exiger la contreprestation correspondante.

Le domaine des contrats innomés est donc très

vaste, si vaste même qu'il comprendrait presque tous les rapports de droit qui pourraient exister entre les hommes, s'il n'était justement limité par l'existence des contrats nommés. Pourquoi a-t-on été amené à définir certains accords de volontés ? C'est parce que la notion du contrat innomé est insuffisante pour répondre à tous les besoins sociaux, et ce principe, basé sur l'équité reconnue dès l'antiquité que « nul ne peut s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui (1) », ne suffit pas comme unique source de l'obligation. En effet, si cette règle était la seule à régir le commerce des hommes entre eux, il n'y aurait plus aucune sécurité dans les relations humaines.

La partie qui s'est conformée à l'accord de volontés primitif, en prouvant qu'elle a fourni la prestation à laquelle elle s'était obligée, doit pouvoir obtenir soit la contreprestation, soit des dommages-intérêts. Mais l'autre partie, de son côté, peut prouver qu'elle n'a pas été enrichie, que la prestation fournie n'a pas tourné à son avantage et que, par conséquent, elle n'est plus tenue à exécuter sa promesse. On conçoit qu'une pareille incertitude sur les effets de l'accord de volontés n'est pas conforme au but qu'ont cherché les parties.

(1) Celse, D., 12, 1, *De R. C.*, 32 ; D., 12, 4, *De conditione causa data, causa non secuta* ; D., 50, 17, 206, « *Jure naturæ æquum est neminem cum alterius detrimento et injuria fieri locupletiores* ».

A l'époque de l'enfance des sociétés, quand les familles humaines s'aggloméraient pour former des tribus, les relations des hommes entre eux n'étaient pas nombreuses, chacun se suffisant à lui-même; aussi peut-on penser que l'obligation naissait seulement de faits délictuels. Chez les peuplades primitives, telle devait être la conception barbare du lien obligatoire, le manquement aux rares accords de volontés qui pouvaient être conclus devait être, lui aussi, assimilé à un délit.

Le sentiment juridique s'est affiné peu à peu, en abandonnant cette période de la préhistoire; nous trouvons dès la Rome royale des modes de contracter, des modes de transférer la propriété, le *nexum*, la *mancipatio*, la théorie de l'obligation était née à mesure que la civilisation augmentait, que les rapports des hommes entre eux devenaient plus suivis, que des besoins nouveaux apparaissaient, que la vie sociale, en un mot, se créait.

On reconnut deux sources aux obligations, les contrats et les délits. Cependant, on n'accorda tout d'abord que timidement ce pouvoir de faire naître l'obligation aux accords de volontés, aux contrats, puisque c'étaient aux seules cérémonies extérieures qu'on s'arrêtait dans les contrats formels, verbaux ou littéraux; la reconnaissance des contrats réels, des contrats consensuels, des contrats innomés, des sim-

ples pactes, représente l'effort de plusieurs siècles vers le progrès.

Au formalisme du droit romain on peut comparer le symbolisme du droit germanique ; ils nous ont donné comme contrats au moyen âge, le contrat par l'écriture (*per cartam*), le contrat réel (*formé re*), le contrat symbolique et le contrat par le serment, qui tous étaient des formes de contracter plutôt que des contrats proprement dits. Vers le XIII^e siècle seulement, les jurisconsultes admirent que la simple « convention », c'est-à-dire l'accord de volontés, était obligatoire. Ce ne fut qu'à partir de ce moment qu'on donna à la volonté des parties le rôle prépondérant.

Cette revision rapide des origines ne nous donne cependant pas la réponse à notre question. « Pourquoi a-t-on jugé bon de définir certains accords de volontés ? » Nous comprenons fort bien qu'on leur ait donné des noms ; il faut des mots pour exprimer certains actes courants.

Il serait étrange d'être obligé d'employer des périphrases pour traduire sa pensée à propos d'actes aussi fréquents que la vente, le louage, le dépôt, le gage, etc., mais pourquoi a-t-on donné des caractères spéciaux à certains accords de volontés ? Cela doit répondre à des nécessités pratiques que l'on a reconnues peu à peu, ce ne sont pas des créations artificielles du législateur, c'est le fruit d'une expérience séculaire.

C'est ainsi qu'on a individualisé chaque contrat, on a analysé ses effets en effets essentiels, en effets naturels, en effets accidentels. Le juge, dans les accords de volontés peu explicites, n'a plus seulement ses seules lumières pour en éclairer les obscurités, il y a des règles qui lui dictent sa conduite.

Certes, la volonté humaine est toujours l'élément créateur de l'acte juridique, les parties peuvent créer, modifier, éteindre un certain rapport juridique, elles arrivent à leur but, mais une fois l'effet produit, la loi intervient et règle le reste de l'opération, et c'est ainsi que se produisent certains effets que les parties n'avaient souvent pas prévus.

Les contrats les plus usuels ont été ainsi réglementés. Existe-t-il aujourd'hui des contrats innomés ? On en conçoit fort bien l'existence à Rome, c'était un moyen de donner une action personnelle en exécution à celui qui, au point de vue du vieux droit civil, n'en aurait pas eu (1). Mais à présent, dans la France moderne, où l'on reconnaît à la volonté humaine le pouvoir souverain pour créer, modifier ou éteindre une obligation, à quoi bon recourir à ce procédé ?

Pour expliquer certaines conventions, non prévues par le législateur, que les parties, grâce à la liberté même que la loi leur accorde, ont pu inventer ? Nous

(1) D., 49, 5, *De prescriptis verbis et in factum actionibus.*

ne le croyons pas, car il est vraisemblable de supposer que si ces soi-disant contrats innomés répondaient à quelque nécessité pratique, on aurait fait pour eux ce que l'on a fait pour les contrats nommés : ils auraient été, eux aussi, catalogués et réglementés.

Les siècles se sont écoulés, des civilisations sont nées et sont disparues, nous léguant leur expérience, leur science, leur sagesse ; nous devons toucher avec respect à cet héritage qu'elles nous ont transmis. Certes, les découvertes incessantes des savants, le progrès du machinisme etc., ont accru le luxe, le bien-être général ; des choses nouvelles ont été créées, des manières nouvelles de vivre, mais nous ne croyons pas que ces transformations de la vie sociale aient modifié les règles du droit. Les hommes d'aujourd'hui sont ce qu'étaient les hommes d'autrefois, ils ont les mêmes goûts, les mêmes besoins, les mêmes aspirations. Il est évident que les rapports de droit existant entre les hommes n'ont pas eu toujours la même apparence, le formalisme romain serait aujourd'hui bien incommode avec la rapidité des échanges, l'éloignement des parties contractantes ; mais si la forme donnée aux relations juridiques a varié, le fonds est resté le même.

La vente d'un fonds de terre en droit romain aura différé suivant les époques ; elle différera de la vente coutumière, de la vente moderne, mais néanmoins il y aura toujours eu un transfert de droit répondant à la

volonté des parties, au but qu'elles auront cherché. Nous ne prétendons pas que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, nous ne devons pas considérer notre Code civil comme une chose sainte à laquelle on ne peut toucher, sans commettre un sacrilège, certaines matières gagneraient à être revisées; mais enfin il est le fruit de la pensée des générations qui nous ont précédé, et il serait téméraire de négliger leurs travaux pour vouloir tout bouleverser, tout reconstruire à nouveau. En conséquence, ne tentons pas d'inventer de nouveaux contrats, ceux qui sont réglementés par le Code civil doivent pouvoir nous suffire pour régir les relations de la vie sociale moderne.

Concluons maintenant notre étude du contrat de collaboration du journaliste au journal; conformément à ce que nous venons de dire, nous considérerons chaque contrat d'après ses caractères particuliers.

Dans certains cas, pour les passants, pour certains reporters, le contrat qui les lie au journal présentera tous les caractères de la vente; dans d'autres cas, pour la plupart des reporters, pour les rédacteurs des échos mondains, sportifs, politiques, etc., pour les faits diversiers, pour les chroniqueurs, pour les critiques, etc., le contrat aura les caractères du louage de services ou de l'entreprise; nous appliquerons en conséquence les règles de la vente, du louage de services,

de l'entreprise, telles que nous les trouvons dans le Code civil, et nous ne tenterons pas une généralisation impossible en voulant faire rentrer dans le cadre d'un même contrat innomé toutes les espèces qui peuvent se présenter.

CHAPITRE VII

De la règle : les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

La situation respective du journal et du journaliste nous paraît à présent suffisamment déterminée, les différentes questions que nous avons traitées nous conduisent logiquement à conclure que les rapports juridiques des rédacteurs de journaux avec leur journal doivent être régis par le droit commun, mais avant de traiter la question de la responsabilité civile du journal vis-à-vis des tiers à propos de leurs rédacteurs, ce qui sera la dernière partie de notre étude, nous allons voir l'obligation qui incombe aux journaux de restituer les manuscrits qu'on leur a confiés.

Un journal ayant besoin de fournir tous les jours à sa clientèle des articles nouveaux et intéressants, fait appel à tous ceux qui veulent collaborer à sa confection (1).

(1) Voir page 3 ce que nous avons dit sur l'organisation intérieure d'un journal.

Il leur promet de publier leurs manuscrits s'ils lui paraissent dignes d'être imprimés, de les payer même parfois, mais comme le journal ne veut pas s'engager à conserver toutes les œuvres qu'on lui envoie et encore moins à les retourner à leurs auteurs, il inscrit la mention suivante en tête de sa feuille : « *Lès manuscrits non insérés ne sont pas rendus.* » Il s'exonère ainsi de tout risque de perte.

Cette offre de contracter de la part du journal est valable, quoique cette offre ne soit pas faite à une personne déterminée. La personne que tente cette sollicitation envoie son manuscrit, mais le contrat de collaboration n'est pas parfait par ce simple fait qui prouve seulement que l'auteur du manuscrit accepte les conditions du journal ; le journal, à son tour, doit accepter l'œuvre qu'on lui propose, et cette acceptation se manifestera par la publication de l'œuvre dans ses colonnes.

Le contrat est alors, et à ce moment seulement, parfait. Si le journal ne publie pas le manuscrit, c'est l'indifférence, l'abstention, la preuve qu'il ne veut pas contracter. Le contrat n'existe donc que par la publication ; c'est le fait qui lie le journal à son nouveau collaborateur, et ce dernier peut, à ce moment, réclamer son manuscrit et une rémunération si le journal en promettait une. Le journal a donc le droit de ne pas rendre les manuscrits qu'il ne publie pas, et leurs

auteurs auraient tort de s'en plaindre, car ils étaient prévenus et n'avaient qu'à conserver leurs œuvres s'ils ne voulaient pas souscrire aux conditions de leur co-contractant.

Mais la question peut se présenter différemment. La clause : « *Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus* » régit-elle les rapports d'un journal avec un de ses rédacteurs attitrés dont on n'a pas publié les articles ?

Un jugement que nous reproduisons en note répond à notre demande (1).

(1)

Tribunal civil de la Seine (5^e Ch.), 2 février 1907.

Présidence de M. Salvador.

MASSON-FORESTIER c. L'INTRANSIGEANT

Le Tribunal :

Attendu que Masson-Forestier a assigné le journal l'*Intransigeant* en 200 francs de dommages-intérêts, pour le préjudice causé par la rétention d'articles qu'il lui a confiés, en restitution desdits articles, sous astreinte de 20 francs par jour de retard et en suppression de son nom sur les affiches comme collaborateur ;

Attendu que l'*Intransigeant* soutient que la demande de Masson-Forestier n'est pas fondée ; qu'en effet l'usage en matière de presse n'est pas de rendre les articles, que les manuscrits non insérés ne sont pas rendus, ainsi qu'il en est fait mention en tête du journal ;

Attendu qu'il ne peut être dénié que, vers la fin d'octobre 1905, Bailby, rédacteur en chef de la presse et qui s'occupait de transformer le journal l'*Intransigeant* et de lui adjoindre le rédacteur

Comme il le dit fort bien, du fait qu'un écrivain a été agréé comme collaborateur attiré par un journal, ses articles doivent être réputés acceptés par avance.

S'ils ne sont pas publiés on ne saurait lui opposer

littéraire de la presse, avait recours à la collaboration de Masson-Forestier ;

Attendu qu'il résulte de la correspondance de Bailby, et notamment d'une lettre en date du 24 octobre 1905, qu'il avait en mains un article sur Bollack, qu'il qualifiait de fort intéressant et demandait à Masson-Forestier de vouloir bien l'autoriser à attendre pour sa publication jusqu'au 3 novembre, lui exprimant le désir de conserver les concours qui voulaient lui rester fidèles, soit qu'il restât à la presse, soit qu'il allât ailleurs ; qu'il faisait, en outre, allusion à différentes notes et articles que Masson-Forestier lui avait envoyés ; qu'il est constant que, peu de jours après, une affiche, placardée sur les murs de Paris, annonçait qu'à partir du vendredi 3 novembre, l'*Intransigeant*, rédacteur en chef Bailby, paraîtrait transformé ; que parmi les collaborateurs du journal figurait en première ligne le nom de Masson-Forestier ;

Attendu que, le 14 mai 1906, Bailby reconnaissait qu'il avait en mains des articles de Masson-Forestier, puisqu'il lui écrivait : « Je vous retournerai vos divers articles d'ici quelques jours, aussitôt que je les aurai rassemblés » ; qu'enfin, le 26 mai, à la suite de difficultés survenues entre eux, il l'informait que, s'il retrouvait ses copies, il les lui renverrait comme il l'eut fait à un rédacteur attiré ;

Attendu qu'en présence de cette reconnaissance formelle de cette possession des articles réclamés, Bailby ne saurait contester la demande de Masson-Forestier ; *qu'il ne s'agit pas, en effet, d'un manuscrit envoyé par un inconnu qui désire soumettre ses œuvres à l'appréciation de la rédaction, et sait d'avance qu'il n'a pas à compter sur la restitution du manuscrit si le journal n'en*

qu'il a entendu se soumettre à la règle que les manuscrits non insérés ne sont pas rendus, cette règle n'étant présumée établie que pour les tiers qui n'ont aucun contrat de collaboration permanente. En effet, pourquoi le journal peut-il ne pas rendre les manuscrits dont il ne fait pas usage ? Justement parce qu'il ne s'en sert pas, parce qu'aucun lien ne le lie à l'auteur de cet article qu'il dédaigne, parce qu'en un mot aucun contrat n'existe entre eux ; il y a une offre de contracter du journal, suivie d'une autre offre de la part d'un tiers, mais ces deux offres concomitantes ne for-

accepte pas l'insertion, mais que Masson-Forestier était le collaborateur attitré, connu, apprécié de l'Intransigeant, et dont les articles étaient acceptés et n'attendaient que leur tour pour paraître ;

Et attendu que le tribunal a les éléments suffisants pour apprécier le dommage causé à Masson-Forestier.

Par ces motifs,

Dit que c'est sans droit que les articles réclamés par Masson-Forestier sont retenus par l'*Intransigeant* ; condamne la Société du journal l'*Intransigeant* à payer à Masson-Forestier la somme de 200 francs, à titre de dommages-intérêts ; dit qu'elle devra restituer les articles qu'elle détient et qui ont été reçus en octobre, novembre, décembre 1904, et janvier 1905, sous une astreinte de 5 francs par jour de retard pendant un mois, après quoi il sera fait droit ; dit que la Société devra faire disparaître le nom de Masson-Forestier comme collaborateur, de toutes affiches, et ce, sous une astreinte de 5 francs par jour de retard et par affiche ; condamne la Société du journal l'*Intransigeant* en tous les dépens.

M. Guépet, subst. proc. Rép. — M^{rs} L. Thiébaut et Maurice Quentin, av.

ment pas l'accord de volontés nécessaire à l'existence d'un contrat.

Lorsqu'il s'agit, au contraire, d'un rédacteur attitré d'un journal, nous ne sommes plus en présence de deux offres de contracter, mais d'un contrat parfait que les parties doivent respecter.

Nous ne prétendons cependant pas qu'un journal doit publier tout ce que ses rédacteurs attitrés lui apportent, ce serait assurément exagéré ; le directeur ou le secrétaire de la rédaction a certainement un droit de contrôle sur la copie que lui présentent les divers journalistes. Il peut refuser de la faire paraître, s'il la juge insuffisante, inopportune, mal faite, etc. ; dans un contrat de collaboration permanente passé entre un journal et un journaliste, on doit toujours supposer que le consentement du directeur du journal est un consentement subordonné à certaines conditions, comme par exemple dans la vente à l'essai prévue par l'article 1588 du Code civil. Si nous faisons ce rapprochement, nous dirons que le consentement du directeur est donné sous une condition suspensive qui est que la chose doit être essayée et reconnue apte au service auquel elle est destinée. Cette condition suspend la formation du contrat, de sorte que si l'essai est défavorable le contrat ne se forme pas.

Aussi, si le contrat est résolu, on doit remettre les choses en état ; le journal n'est pas forcé de payer le

prix de l'article, mais il doit rendre cet article à son collaborateur, car telle est l'intention des parties.

Supposons que l'obligation de restituer le manuscrit existe à la charge du journal, pour un motif ou pour un autre, qu'il s'agisse par exemple de la copie d'un rédacteur attitré ou que ce soit l'article d'un « passant » qui a été publié; quelle est, au juste, l'étendue de la responsabilité du journal, si celui-ci ne peut rendre le manuscrit ?

Evidemment, l'obligation est éteinte, puisque son exécution est devenue impossible, le manuscrit est perdu, le journal, malgré toute sa bonne volonté, ne peut le retrouver et le restituer à son propriétaire ; mais si l'exécution de l'obligation primitive ne peut plus se faire, il ne s'ensuit pas que le journal soit libéré vis-à-vis de son cocontractant, il faut que cette perte du manuscrit soit survenue sans sa faute, sinon il sera tenu à des dommages-intérêts (art. 1302 C. civ.).

L'auteur du manuscrit aura droit à une indemnité, le journal lui a causé un préjudice qu'il est tenu de réparer (art. 1382 C. civ.), et, d'après les principes adoptés par la doctrine et la jurisprudence française, cette réparation du dommage causé doit être intégrale (art. 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, C. civ.).

Cependant, l'écrivain qui réclame son œuvre peut ne pas obtenir toute l'indemnité qu'il demande, car nous sommes ici en présence d'un cas de faute com-

mune, l'auteur est lui-même en faute ; c'était une précaution élémentaire pour lui, étant donné la valeur qu'il attribuait à son œuvre, de ne confier qu'une copie, en conservant l'original par devers lui et, par suite, le journal ne peut être responsable que de la perte d'une copie (1).

(1) Tribunal de commerce de la Seine, 31 octobre 1903, *Journal des tribunaux de commerce*, 1905, 220.

CHAPITRE VIII

De la responsabilité civile des journaux, vis-à-vis des tiers, à propos de leurs rédacteurs.

La loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881, modifiée par les lois du 2 août 1882, du 16 mars 1893 et du 12 décembre 1893, a déterminé la responsabilité des gérants, éditeurs, imprimeurs, vendeurs, etc., à propos des faits délictueux commis par les journalistes au moyen de leur journal. Dans les articles 12, 13, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44, elle cherche à atteindre les manifestations de la pensée humaine sortant de la sphère légitime de son action.

Les délits prévus et réprimés par cette loi offrent deux éléments communs :

1° La publicité ou publication. C'est seulement au moment où la pensée humaine, jugée répréhensible par la loi, se manifeste à des tiers, qu'elle devient punissable et encore faut-il que cette manifestation soit

publique. Cet élément a paru si essentiel au législateur français que l'auteur matériel de la manifestation de pensée coupable, l'éditeur, est considéré comme l'auteur principal du délit, le rédacteur de l'écrit n'étant qu'un complice (art. 42 et 43) ;

2° L'intention coupable, c'est-à-dire comme pour tous les délits l'accomplissement du fait avec connaissance et volonté :

Si la responsabilité pénale des gérants, éditeurs, propriétaires de journaux, etc., a été réglementée par la loi du 29 juillet 1881, la responsabilité civile (dont nous avons seule à nous occuper, puisque nous n'étudions les rapports des journaux avec leurs rédacteurs qu'au point de vue civil) de ces mêmes personnes et, par suite, du journal, n'a nulle part été déterminée, nous devons donc trouver dans les articles 1382, 1383, et 1384 du Code civil, les éléments nécessaires pour apprécier cette responsabilité (1).

On entend par responsabilité l'obligation de réparer le préjudice résultant d'un fait dont on est l'auteur direct ou indirect. Quelle que soit la cause de la responsabilité, délit pénal, délit civil, quasi-délit, en

(1) Article 44 de la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881. Les propriétaires des journaux ou écrits périodiques sont responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers contre les personnes désignées dans les 2 articles précédents (gérants, imprimeurs, etc.), conformément aux articles 1382, 1383, 1384 du Code civil.

fait, les effets produits sont toujours les mêmes (1) ; le dommage causé doit être réparé dans son entier, ce qui comprend le préjudice subi et le gain dont on a été privé (2).

Selon M. SOURDAT (*Traité de la responsabilité*, 1887), la formule au moyen de laquelle se résout le problème de la responsabilité civile n'est point que tout ce qui n'est pas défendu par la loi est permis, mais que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, quand il n'a pas sa source dans un droit reconnu par la loi ou quand il résulte d'un mode particulier d'exercer son droit qui n'a pas d'utilité pour son auteur ou qui aurait pu être évité.

Nous n'adopterons pas cette formule sans réserves, car M. SOURDAT tient compte de l'intention de nuire, qui transformerait un droit exercé sans utilité, en délit civil ; au point de vue de la morale pure, il a certainement raison, mais au point de vue du Droit, nous croyons que sa formule est trop large et nous préférons dire que l'usage d'un droit ne peut jamais

(1) Articles 1 et 63 du Code d'instruction criminelle ; articles 1382, 1383, 1384 du Code civil.

Voir pour la comparaison du délit pénal et du délit civil : GARRAUD, *Traité élémentaire de droit criminel*, p. 56 et suiv. ; PLANIOL, *Revue critique*, 1893, p. 545-649.

(2) Articles 1147 et suiv. du Code civil.

engager la responsabilité de celui qui s'en sert (1).

Mais quoi qu'il en soit, nous n'insisterons pas sur ces questions, qui ont été déjà l'objet de bien des controverses, dans l'espèce qui nous occupe, le délit pénal, le délit civil, et le quasi-délit se présenteront de la même façon, comme des faits dommageables dont on doit réparation.

Nos n'envisageons pas les divers cas qui peuvent se présenter, ce sera parfois une fausse nouvelle que le journaliste aura fait publier de mauvaise foi dans le journal (2), une autre fois le journaliste commettra le délit de diffamation (3), ou le journal reproduira des rectifications, des lettres de réponses (4) blessantes ou injurieuses, etc.; nous allons supposer que la responsabilité du journal est engagée et nous allons voir

(1) PORTALIS, *Livre préliminaire du Code civil*, t. III, art. 8: « La loi.... répute licite tout ce qu'elle ne défend pas ».

Voir à ce propos: PLANIOL, *Traité élémentaire*, p. 283 et suiv., t. II, 1905; PORCHEROT, *De l'abus du droit*, thèse, Dijon, 1902; BOSCH, *Essai sur les éléments constitutifs du délit civil*, thèse, Montpellier, 1901; SALEILLES, *Théorie générale de l'obligation en droit allemand*, p. 370 et suiv., 2^e édition.

(2) Tribunal de paix de Verdun, 1^{er} juin 1905.

(3) Caen, 16 novembre 1903, *La Loi*, 5 décembre 1903; tribunal de paix de Verdun, 1^{er} juin 1905; Grenoble, 30 janvier 1904, *Gazette des Tribunaux*, 11 mars 1904; tribunal civil de Châlons-sur-Saône, 23 février 1904.

(4) Angers, 8 juin 1906, *Le Droit*, 16 juin 1906. *Contrà*, Cassation, 4 mai 1906, *Gazette du Palais*, 29 mai 1906.

si nous pouvons, dans la circonstance, appliquer l'article 1384 du Code civil.

En principe, on ne répond que du dommage que l'on a causé par son propre fait, ou de celui qui a été causé par le fait d'une personne dont on est héritier ou ayant cause universel (1), car en droit français, les fautes sont personnelles : « Celles d'autrui, dit TOULIER, nous sont étrangères; la raison nous dit que chacun n'est garant que de celles qu'il a commises, et qui peuvent lui être imputées, que l'auteur seul de l'offense doit la réparation à l'offensé. »

Cependant, l'article 1384, alinéa 1^{er}, formule une double exception à ce principe :

« On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. »

La raison de cette responsabilité est que certaines personnes doivent veiller sur la conduite d'autres individus qui leur sont subordonnés à divers titres, et empêcher le dommage que l'inexpérience ou la malice de ceux-ci pourraient causer. La personne ainsi déclarée civilement responsable a commis, elle aussi, une faute, en ne surveillant pas l'agent du dommage ;

(1) Besançon, 12 mars 1890, Dalloz, 1891, 2, 95.

car toute action en responsabilité à raison du fait d'autrui a son principe dans une faute réelle ou présumée de la personne responsable.

Dans l'espèce qui nous intéresse, le journal est en faute, car il aurait dû se rendre compte si le journaliste était digne de sa confiance avant de l'engager. Si le choix qu'il a fait n'est pas suffisamment éclairé, il y a faute, négligence, imprudence de la part du journal, il est juste qu'il soit responsable du dommage dont il a été la cause originaire. Il est censé avoir pu et dû le prévoir (1).

La faute du journal peut encore provenir de ce qu'il a donné l'ordre au journaliste de commettre l'action nuisible, dont il est alors véritablement l'auteur ou le complice, ou bien parce que les instructions qu'il devait donner à son agent n'ont été ni intelligentes ni complètes (2).

Mais pour trouver dans l'article 1384 du Code civil le fondement de la responsabilité du journal à propos des journalistes, il faut que ces derniers soient sous une certaine dépendance du journal. En effet, il dit : « Les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs domestiques et préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

(1) Comparer POTHIER, *Traité des obligations*, n° 121.

(2) Rouen, 1^{er} mars 1893, Dalloz, 1894, 2, 28.

Le rapport de commettant à préposé dépend de ces deux conditions réunies :

1° Que le préposé ait été volontairement et librement choisi ;

2° Que le commettant ait le pouvoir de lui donner des instructions et même des ordres sur la manière d'accomplir les actes qui lui sont confiés (1).

Le journal ne sera donc, dans ces conditions, que responsable des actes de ses rédacteurs attitrés, que nous avons assimilés à des locataires de services; ceux là seuls, seront véritablement ses employés, ses préposés ; quant aux autres, les passants, les journalistes que nous avons assimilés à des vendeurs, ils n'ont pas avec le journal ce lien de dépendance que nous avons reconnu nécessaire. Sur quelles bases alors fonder la responsabilité du journal ?

Devons-nous l'édifier sur l'idée d'entreprise et dire que le journal prenant le profit pour lui, doit supporter les risques inhérents à toute exploitation commerciale ? Nous ne le croyons pas, la responsabilité prévue par l'article 1384 est trop limitée et ne répond pas à toutes les éventualités qui peuvent se présenter, car le journal est responsable, sans doute possible, de tous ses rédacteurs attitrés ou non.

Si nous nous reportons aux articles 42 et 43 de la

(1) Paris, Dalloz, 1894, 2, 313.

loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, nous voyons que le journal, au point de vue pénal, est considéré comme l'auteur principal du délit commis, le journaliste n'est plus qu'un complice, en effet, c'est le journal qui commet l'infraction en publiant les articles délictueux.

Au point de vue civil n'en est-il pas de même ? Le journaliste est, en effet, coupable d'avoir, par exemple, écrit un article diffamatoire, mais le journal est lui-même en faute de l'avoir imprimé et fait connaître au grand public. Par conséquent, il nous semble que la source de la responsabilité du journal se trouve dans les articles 1382 et 1383 et non pas dans l'article 1384 du Code civil ; c'est au journal de réparer le préjudice qu'il a causé par sa propre faute.

Nous terminerons ainsi cette étude rapide de la question de la responsabilité du journal et du journaliste qui nous a paru nécessaire pour passer en revue les divers rapports qui peuvent exister entre le journal et ses rédacteurs.

CHAPITRE IX

Résumé.

Nous sommes arrivé à la fin de notre étude sur les relations juridiques qui existent entre les journaux et leurs rédacteurs ; nous avons défini la nature de ce contrat de collaboration qui les lie entre eux et nous avons vu qu'il pouvait se présenter, suivant les circonstances, avec des caractères différents ; parfois, le journaliste sera un vendeur, une autre fois un locateur de services, un entrepreneur, un associé, un auteur qui fait éditer ses œuvres. Nous n'avons pas voulu fondre ces divers contrats que nous avons rencontrés en un contrat innomé ; nous croyons, au contraire, que chaque acte juridique fait entre un journal et un de ses collaborateurs, possède ses caractères propres qui le différencient d'un autre contrat de collaboration passé à un autre moment, dans d'autres circonstances.

Nous avons essayé de prouver que le Code civil suffisait pour nous guider parmi les difficultés qui

peuvent se présenter et nous avons terminé notre travail par quelques mots sur les questions de la responsabilité qui incombe au journal dans certains cas vis-à-vis du journaliste et vis-à-vis des tiers.

Nous croyons avoir traité ainsi certains détails dédaignés par ceux qui s'étaient attachés à l'étude des questions qui ont trait à la propriété littéraire, aux professions libérales, aux rapports entre les auteurs et les éditeurs, etc.; nous n'avons pas la prétention de croire que notre modeste contribution à leurs travaux puisse les modifier en quoi que ce soit, nous avons voulu seulement les compléter sur une matière qui prend tous les jours plus d'importance, à cause du développement incessant de la presse (1).

(1) Une commission extra-parlementaire a été nommée récemment pour savoir s'il fallait modifier la législation littéraire.

Vu :
Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu :
Le président de la thèse,
PLANIOL.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TARLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.

INTRODUCTION.	1
Etat actuel de la presse	2
Organisation intérieure d'un journal.	3
CHAPITRE I. — Quelle est la nature de ce contrat de collaboration qui unit le journaliste au journal ?	7
CHAPITRE II. — Du journaliste considéré comme un vendeur	10
La propriété littéraire.	12
La vente de la chose d'autrui	23
Le journaliste fait-il acte de commerce en vendant son article ?	25
Quelles seront les formes de la cession d'un article de journal ?	26
Droits et obligations qui naissent de la vente d'un article de journal	27
De la saisie-arrêt des salaires des journalistes.	30
La vente d'une œuvre future.	33
CHAPITRE III. — Du journaliste considéré comme un locateur de services	38
Des professions libérales	38

Caractères du contrat de louage de services	41
Droits et obligations des parties	42
Cessation du louage de services	43
De l'usage.	46
 CHAPITRE IV. — Du journaliste considéré comme un associé	 56
 CHAPITRE V. — Le contrat d'édition	 60
Opinion de M. Pouillet.	60
Opinion de M. Eisenmann	61
Opinion de M. Planiol.	61
Opinion de M. Eyraud.	62
Notre théorie.	64
 CHAPITRE VI. — Conclusion	 67
 CHAPITRE VII. — De la règle « Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus »	 75
S'applique-t-elle à l'égard d'un rédacteur attitré.	77
Etendue de la responsabilité du journal.	81
 CHAPITRE VIII. — De la responsabilité civile des journaux vis-à-vis des tiers à propos de leurs rédacteurs	 83
Notions sur la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881	83
Notions sur la responsabilité	84
Responsabilité du journal à raison de sa propre faute	88
 CHAPITRE IX. — Résumé	 91

